

Paroles de femmes



Paroles de femmes

Sommaire

EDITO	p. 3
PAROLES DE FEMMES	
<i>Graziella Boggiano</i>	p. 4
<i>Sophie Charlier</i>	p. 7
<i>Mamounata Cissé</i>	p. 10
<i>Leyla Ertorün</i>	p. 13
<i>Fanny Filosof</i>	p. 16
<i>Malika Hamidi</i>	p. 19
<i>Pascale Maquestiau</i>	p. 22
<i>Fatoumata Sidibé</i>	p. 25
A CONTRE-COURANT	
<i>Je ne suis pas féministe mais...</i>	p. 28
LU POUR VOUS	
<i>Le Siècle des féminismes</i>	p. 29
PORTAIL	
<i>Les mi-net</i>	p. 30
EN MOUVEMENT	
<i>Le Centre Séverine, un accueil pour toutes les femmes</i>	p.32
DANS NOS ARCHIVES	p. 34
ECHOS LAÏQUES DE VOS ACTIVITES BRUXELLOISES	p. 36

Bruxelles Laïque est reconnue comme association d'éducation permanente et bénéficie du soutien du Ministère de la Communauté française, Direction Générale de la Culture et de la Communication, Service de l'Education permanente.

Bruxelles Laïque asbl

Avenue de Stalingrad, 18-20 - 1000 Bruxelles

Tél.: 02/289 69 00

Fax: 02/502 98 73

E-mail: bruxelles.laique@laicite.be

www.bruX.laicite.be



Editorial

Le féminisme n'est pas un combat d'arrière-garde

La mémoire européenne est empreinte des convergences entre engagement féministe et engagement laïque. Il n'est nul besoin d'ailleurs de se replonger dans l'histoire pour comprendre cette proximité. Ainsi, récemment, à l'occasion du débat sur le Traité Constitutionnel Européen, des associations laïques et féministes se sont retrouvées pour déplorer le pouvoir consultatif octroyé aux Eglises et autres institutions religieuses. Elles craignaient, à juste titre, que les Eglises puissent ainsi remettre en question des avancées importantes, comme la dépénalisation de l'avortement et le droit à la contraception et au divorce ou qu'elles puissent freiner toute initiative progressiste au sein de l'Union européenne.

Les concepts de laïcité et de féminisme paraissent poursuivre des objectifs différents, l'un visant à lutter contre la mainmise des Eglises sur la sphère publique et l'autre contre un système d'oppression subi par les femmes. Néanmoins, ils se rejoignent fréquemment dans leurs combats progressistes et se trouvent souvent face aux mêmes adversaires.

Mais au-delà des concepts, et que l'on se définisse ou non comme féministe, le sort fait aujourd'hui encore à plus de la moitié de l'humanité doit continuer à nous préoccuper et à nous mobiliser. Certes, dans nos contrées, des avancées importantes ont été obtenues. Notre vie n'est plus celle de nos mères, ni de nos grands-mères... Pourtant, les mentalités patriarcales sont encore tenaces. A ce sujet, s'il est indispensable de lutter contre les pratiques coutumières et religieuses subies par beaucoup de femmes issues de l'immigration et que leur environnement masculin se garde bien de remettre en cause, l'erreur serait de croire que la condition de la femme n'est déplorable que chez *les autres*. Et l'arbre de masquer la forêt...

Au sein des foyers européens, la violence est, pour les femmes de 16 à 44 ans, la première cause d'invalidité et de mortalité, avant le cancer ou les accidents de la route¹. En France, une femme meurt de violence conjugale tous les cinq jours dans la plus grande indifférence. Cette violence domestique touche tous les milieux sociaux et culturels sans distinction. A cet égard, les nouvelles initiatives prises par la Ministre de la Justice en vue d'appliquer une tolérance zéro aux délits liés aux violences conjugales sont un pas dans la bonne direction.

Dans le monde du travail, si la condition des femmes s'est améliorée, le 31 mars dernier, l'*Equal Pay Day*² organisé par la FGTB nous rappelait que, contrairement à d'autres idées reçues, les inégalités salariales entre hommes et femmes persistent et qu'une femme doit travailler trois mois de plus pour gagner le salaire annuel moyen d'un homme.

Ces exemples, parmi une liste encore longue, démontrent, s'il en était besoin, que la lutte féministe n'est pas un combat d'arrière-garde, qu'elle nécessite aujourd'hui l'engagement de toutes et tous et compte parmi les valeurs défendues âprement par la laïcité et ce, pas uniquement à l'occasion de la journée annuelle de la femme.

A travers le portrait de quelques-unes de ces femmes engagées sur différents fronts, Bruxelles Laïque a souhaité montrer le féminisme dans toute sa richesse et sa diversité. Notre association a fait par ailleurs des propositions concrètes pour soutenir la mise en place et l'action de la branche belge francophone du mouvement "Ni Putes Ni Soumises".

Ariane HASSID
Présidente

¹ Source : Amnesty International. Lire *Violences mâles*, Ignacio Ramonet, Monde Diplomatique, juillet 2004.

² Journée pour l'égalité salariale. www.equalpayday.be



Photos ©Serge Gutwirth

Graziella Boggiano

Une soif de liberté et de justice

Eclatante. Dans la lueur de son regard, dans sa profondeur, dans la façon de concevoir son métier. La nuance y est toujours présente et la volonté de trouver l'expression juste. A 40 ans, Graziella Boggiano a l'assurance et la beauté des femmes qui ont déjà vécu, elle a aussi la justesse de celles que le

temps a construites lentement. Comédienne, metteur en scène, chanteuse, auteur, cette artiste travaille l'expression corporelle comme outil de communication. Electron libre des spectacles, elle promène sur la société un regard incisif et percutant qui n'oublie pas d'être tendre.

D'un père italien et d'une mère espagnole installés en Argentine après avoir chacun quitté leurs parents respectifs à 18 ans, Graziella a hérité le goût de la liberté et de l'indépendance. Née en Belgique dans les années 60', elle est inscrite à l'école des Bonnes Sœurs. *"J'y ai souffert le martyr. Je recevais punition sur punition. Ma mère était appelée à la direction et on lui disait : "Votre fille parle sans ouvrir la bouche...!". C'est là que j'ai commencé à me dire que je ne voulais pas m'attacher à une religion parce que c'était synonyme d'enfermement. Lorsque le professeur affirma un jour que la religion catholique était la meilleure, je demandai : -pourquoi ? La seule réponse fut : -dehors ! En 5^{ème} primaire !"* Le conformisme lui est intolérable, l'uniforme de l'école aussi, Graziella s'y ennue. Elle veut être artiste, ou mannequin. Ses parents refusent. D'écoles privées en écoles privées, de cours de secrétariat en cours de langues, Graziella tente d'orienter sa profession vers une direction "qui convienne". Elle y arrive pendant quelques années ! Fonctionnaire

dans une société de contrôle des routes aériennes développant un programme de banque de données pour ses appareils, son existence est relativement "conventionnelle". Mariée, maman de 2 jeunes enfants, un parcours convenu, d'une petite dizaine d'années.

Elle opte à cette époque pour la nationalité belge, on lui attribue la "petite nationalité". Elle témoigne de ce passage : *"de sale italienne, je suis devenue une "petite" belge !"* De quoi vous assigner une identité...

Résolument libre et généreuse

Ses premières amours ressurgissent cependant. Oui, ce sera le métier d'artiste. Elle a 30 ans. Et le périple des formations reprend. Du chant classique à l'école de maquillage Finotto en passant par le Conservatoire, Graziella apprend à exprimer ce qu'elle porte en elle : une énergie vitale, une envie de s'insurger contre l'injustice et une générosité qu'il aurait été absurde d'étouffer. La peur de

jouer sur scène la maintient un temps en coulisses : dans un travail d'écriture ou de mise en scène. Mais déjà les spectacles sur lesquels elle travaille sont à portée sociale et politique. D'une pièce de Dario Fo, traitant de la thématique de l'enfermement et du viol, à *Diep in het Bos/Au Fond du Bois*, pièce créée en néerlandais (ensuite en français) en partie au départ de l'Affaire Dutroux, l'artiste affine sa perception. Vient ensuite *Sens*, une pièce déterminante dans sa carrière. Graziella en est l'auteur. Véritable cri de démocratie, cette pièce trace un "historique de la condition féminine au quotidien"¹. Différentes thématiques y sont abordées : la famille, les violences, la justice, la position de la femme dans la société moderne, la difficulté de cheminer hors des sentiers battus... Des portes d'entrée que chacun de nous peut pousser parce qu'elles touchent à l'universel.

Elle précise cependant : *"je ne veux pas m'inscrire, et cela, au même titre que la religion, dans un engagement particulier. Je ne vais pas dire, je vais m'engager pour les femmes battues, et rien que pour ça. Des inégalités, il y en a plein. Je pense aux personnes à mobilité réduite, au racisme, aux sans papiers, aux réfugiés en centres fermés... J'ai souvent été taxée de féministe pure et dure. Mais ma conception est plus large, la dénonciation est celle de toutes les formes d'injustice et de prise de pouvoir d'un être sur un autre. Mon engagement personnel se situe là, dans l'idée que la démocratie ne peut exister tant qu'une personne pourra exercer son pouvoir sur une autre. Aujourd'hui, je dirais donc que nous sommes dans une forme embryonnaire de démocratie! Oh, l'exercice de la démocratie n'est pas simple. Ça veut dire tout le temps remettre en question. Cela nécessite une vigilance de notre part aussi, une prise en compte de notre propre pouvoir sur l'autre. Quand je fais de la mise en scène, c'est facile d'avoir le pouvoir sur quelqu'un, mais c'est ne pas laisser cette chose exister"*.

Des spectacles engagés...

Son engagement pour la mise en lumière des thématiques socio-politiques se précise, sa façon de les exprimer aussi. Elle sort des coulisses. Du court métrage *Koro* traitant de 5 années que passe une femme dans une prison turque pour ses opinions politiques, à *Necessary Targets* d'Eve Ensler abordant l'interprétation de personnages entourant des histoires de femmes et de

guerre, Graziella interprète une foule de prestations que les thèmes des atteintes aux droits humains relient. Il s'agira pour elle, par la suite, de se réapproprié l'espace public. Sa performance dans *Mute*, organisée avec le collectif Grazienco dans le cadre de la quinzaine "Les Femmes et la Ville" soutenue par l'Echevinat de l'Egalité des Chances de la Ville de Bruxelles (2005) en témoigne. En robes de mariée, tels des personnages carnavalesques sortis des peintures de James Ensor exorcisant les marques laissées par la vie sur leurs corps, ces femmes ont investi la place du Vieux Marché aux Grains à Bruxelles afin d'offrir aux passants un spectacle mais aussi une réflexion sur les violences faites aux femmes.

En mars de cette année, en collaboration avec Vie Féminine, Graziella, accompagnée de 120 participant(e)s, décide de "laver son linge sale en public"². Encore une prestation sur la place publique, encore une prestation qui rassemble des hommes et des femmes de tous horizons, de toute culture, de tout parcours. Certains en sont sortis transformés, conscients tout à coup de la richesse de leur itinéraire. L'expression sert à cela aussi, à révéler sa propre part d'humanité, à faire des citoyens des participants à la création. Et son rapport au féminisme dès lors ? *"Il y a des choses à revendiquer, en tant que femmes, et pour toutes les femmes. Mais je pense que, à partir du moment où une partie de la population a des problèmes et vit des inégalités, elle revendique également de manière indirecte pour les autres inégalités. Pourquoi ça fait sourire, le féminisme ? Je n'en sais rien. J'ai rencontré un Monsieur, ancien réfugié d'origine africaine, qui fait du rap et qui a participé à la soirée contre le racisme. Il me dit : - tu dois venir. Je dis : - ok. Mais je viens si, toi, tu viens voir le 11 mars. - Et c'est quoi ? - Une performance qui est montée avec des femmes qui ont fait un travail résumant leurs luttes quotidiennes contre le sexisme. Il s'est foutu à rire. Voilà. J'ai failli lui dire, toi, t'as rien compris. Parce que lutter contre le racisme, c'est ça aussi. C'est s'engager. Le racisme n'existe pas uniquement au masculin. Il n'y a pas une inégalité plus sérieuse qu'une autre. Toutes laissent des traces à l'intérieur de nous."*

Au Festival des Libertés 2005, Graziella monte, avec d'autres comédiens, un spectacle d'improvisation en extérieur sur le thème de la discrimination à l'embauche. Les passants s'arrêtent,

écoutent, s'interrogent, répondent. Rendre la parole au citoyen, voilà l'intérêt. *"Je ne sais pas si ça existe, mais pourquoi n'y a-t-il pas, parallèlement au politique, parallèlement à Bruxelles-Capitale, à la Région, au Gouvernement wallon, au Gouvernement flamand, aux cantons de l'est,... une réflexion d'autres groupements, des groupements de citoyens? Qui, au même titre que le pouvoir attribué au Politique, interviendrait également au niveau décisionnel mais avec des enjeux différents puisque centrés sur la réalité du terrain?"* Les enjeux de "son" féminisme seraient là aujourd'hui : *"il faut respecter le rythme de chacun et l'évolution du pays dans lequel on est. En Occident, il y a une évolution, mais l'Occident doit prendre en compte les réfugiés qui arrivent, les émigrants, il y a un tas de facteurs qui*



jouent. Mais que chaque gouvernement arrive à respecter chacun dans sa différence, c'est une manière pour l'Europe de rendre ou de restituer aux intéressés ce qu'elle leur a pris comme richesses afin de s'assurer et d'assurer à ses citoyens une vie correcte pendant que l'autre face du monde agonise."

Un parcours que ses escales façonnent

Travaillant notamment pour l'asbl Traces, qui développe des projets avec lesquels elle est en accord, Graziella s'est inscrite dans une démarche résolument engagée. Avec "Une Nuit pour la Démocratie" en partenariat avec la régionale du PAC en septembre 2005, une collaboration avec

"Convivial" portant sur le travail avec des réfugiés, une mise en scène à la Zinneke Parade, des cours d'expression à des enfants primo-arrivants ou encore la mise en scène d'un défilé d'une ligne de vêtements de commerce éthique créé par Marie Cabanac, cette artiste a trouvé sa voie d'expression. Résolument libre, indépendante et autonome, elle a maintenant plus d'une production à son arc.

"Je suis éprise de liberté. J'aime changer de rail ! J'aime bien suivre une personne et voir où elle va m'emmener. Ça demande de la remise en question. Mais, moi, si je me mets sur des rails, pour l'avoir déjà expérimenté, et que je ne bouge pas d'un côté à l'autre, je pense que je meurs. Je peux entendre, pour les autres, mais je veux garder cette grande liberté, même si ça me coûte. Ça me coûte en énergie,

parfois en sommeil mais je préfère garder ça. J'ai besoin de bouger, de voir des gens, des réalités de terrains et de "dénoncer". Dénoncer, c'est plus fort que moi. Sans cela, je me sentirais peut-être complice". Et dès lors, l'instrumentalisation de ses spectacles ne lui fait plus peur. *"On est une société qui fonctionne comme ça. On instrumentalise et on récupère. Moi je pense que*

c'est quelque part normal aussi, d'être récupéré, d'une certaine manière. Moi aussi, je récupère. Une fois que c'est fait, on réinvente autre chose."

Que la production prochaine sera aussi séduisante et surprenante que les précédentes ne fait aucun doute pour moi. Et si l'envie vous prend de découvrir cette rousse que les agences de pub n'engagent pas parce qu'elles la considèrent comme "trop typée !", gageons que vous la croiserez probablement sur une de nos places publiques bruxelloises...

Cécile RASSINFOSSE
Coordinatrice de projets

photos de **Serge Gutwirth**.

¹ Sens, de Graziella Boggiano. Une production Traces asbl. - dossier de presse.

² Événement "Carton rose" le 11 mars 2006, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, en collaboration avec Vie Féminine et Atrium Bruxelles-Centre : une journée pour mettre le sexisme hors-jeu.



Sophie Charlier

Pour une approche transversale du genre

Ingénieur agronome spécialisée en développement et maître de conférence à l'Institut d'Étude du Développement (UCL), Sophie Charlier travaille à la mise en œuvre de la notion de mainstreaming de genre (voir encadré). Devenue Maître de conférence à l'Institut d'Étude du Développement,

elle est particulièrement attachée à cette approche transversale du genre dans son domaine de prédilection. Elle nous donne un aperçu de ce que peuvent en être les applications concrètes dans le cadre de la coopération internationale, mais aussi dans notre société.

Prise de conscience sur le terrain

Faisant partie des 20 % d'étudiantes en agronomie à l'UCL, Sophie Charlier était convaincue à vingt ans que tous les hommes et les femmes bénéficiaient des mêmes chances de départ. C'est en rencontrant des femmes en Bolivie qu'elle a pris connaissance des réalités de terrain. Elle y était reçue par les hommes en tant qu'agronome, "la technicienne dans le projet". Ce n'est qu'à partir du moment où elle a eu un enfant qu'elle fut considérée différemment par les femmes et acceptée dans la communauté des femmes. *"Quand j'étais invitée à manger dans les communautés rurales, j'étais à table avec les hommes. C'est avec eux qu'on devait discuter et négocier. Je ne me rendais pas du tout compte que les femmes mangeaient après nous, nos restes. C'est alors que j'ai pris conscience que l'alimentation n'était pas égale au sein de la famille, qu'il y avait des différences entre les hommes, les femmes et entre les petites filles et les garçons."*

Suite à cette prise de conscience, Sophie Charlier fait de l'émancipation des femmes, en particulier du Sud, son cheval de bataille : *"Il faut mettre en évidence que les droits entre les hommes et les femmes ne sont pas égaux. On doit le dénoncer, mais on doit aussi apporter des solutions pour faire avancer les choses et surtout appuyer les revendications des mouvements de femmes du Sud"*.

La globalisation selon les femmes

Pour atteindre cet objectif, Sophie estime que la dimension de genre doit être présente partout. *"Notre principale motivation lors de la création du Monde selon les femmes (MsF), était de mettre en évidence que les politiques de développement ne prenaient pas suffisamment en compte les différences de genre, elles abordaient les inégalités sociales de manière neutre. Pour les institutions internationales, les ONG, ou encore la recherche, le développement était et est encore trop souvent, avant tout*

un problème économique, un problème de non répartition des richesses.” Sophie Charlier insiste sur le fait que ces politiques ont des impacts visibles différenciés sur les hommes et les femmes. Par exemple sur une thématique comme celle de l'eau, on retrouve des phénomènes identiques dans les différents pays, notamment le rôle important de la femme dans la consommation de l'eau. Pourtant celles-ci y ont encore trop peu accès et n'ont aucun contrôle sur sa gestion. Les objectifs du millénaire par rapport au thème de l'eau visent l'accès à l'eau pour tous d'ici 2015, mais l'approche en terme de genre est absente de la problématique. Un autre exemple serait celui de l'annulation de la dette liée à des politiques dites d'ajustements structurels qui ont notamment imposé la privatisation de certains services sociaux comme la santé. Or, il est clair que cette privatisation aura un impact plus fort sur les femmes que sur les hommes, surtout en période de reproduction (grossesse et lactation). Le sida est aussi un fléau qui touche plus les femmes que les hommes.

Sophie Charlier va aussi croiser l'approche de genre avec des thématiques moins évidentes comme la spéculation financière. En effet, la taxe sur les transactions financières, pour laquelle milite notamment ATTAC¹, permettrait l'appui à des programmes d'autonomie des femmes dans le Sud. C'est ainsi qu'au sein de la Commission de Femmes et Développement (CFD)², le groupe de travail a proposé que 50 % de la taxe sur les transactions financières puissent être attribués à l'appui de programmes soutenant l'autonomie et la participation des femmes. Mais pour l'instant, l'application de cette taxe n'est pas d'actualité, la Belgique étant un des rares états à avoir marqué son accord pour l'établissement de la taxe Tobin...

La taxe Tobin nous mène au mouvement altermondialiste qui n'a pas non plus spontanément intégré le mainstreaming dans son analyse de la globalisation. *“Notamment dans les forums sociaux, les femmes ont eu beaucoup de difficultés. A l'intérieur même des organes, elles ont dû se faire entendre, et imposer la dimension du genre”*. Si Sophie insiste sur le fait que tout n'est pas résolu et qu'il existe encore de nombreuses résistances, elle admet aussi volontiers que les évolutions et les avancées sont en marche.

Malgré le discours du Ministre qui déclare donner la priorité au genre dans les politiques de coopération, la CFD a toutes les difficultés à se structurer et à pouvoir

compter sur un secrétariat suffisant en nombre. Les moyens mis à disposition d'une commission comme le Conseil Fédéral pour un Développement Durable sont beaucoup plus importants. Il ne suffit pas de dire que « la question du genre » est importante, il faut aussi y consacrer des moyens financiers pour faire avancer les relations d'égalité homme/femme et surtout permettre la participation des mouvements de femmes militantes aux enjeux et politiques de développement dans leur pays.

Femmes du Sud, actrices du développement

“Notre association veut mettre en évidence l'importance du rôle des femmes, montrer que les femmes ne sont pas que des bénéficiaires ou des victimes mais qu'elles ont des choses à proposer, qu'elles sont actrices”. Et même si les réalités locales et culturelles sont différentes, il existe des situations et des vécus communs en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les femmes du Sud ont abordé les questions féministes de manière spécifique en lien avec leurs réalités historiques et sociales. Elles n'ont pas nécessairement dans un premier temps orienté leurs combats en terme d'acquisition de droits sans pour autant négliger l'aspect juridique, par contre, *“elles ont mis la priorité sur un travail avec les femmes, sur l'identité, l'estime de soi et la valorisation de la personne. C'est à partir de là que sont apparus les enjeux juridiques !”*

Sophie Charlier insiste sur l'importance de créer des réseaux, l'association *Le Monde selon les Femmes* a publié une revue qui s'appelle *Palabras* (Paroles), dont l'idée était de créer un réseau d'organisations et mouvements de femmes dans les régions francophone, hispanophone et lusophone. Traduite en trois langues (français, espagnol et portugais), cette revue est le résultat d'un travail de terrain avec les femmes et ne se veut donc pas scientifique. *Palabras* retrace des histoires de groupements de femmes dans le Nord et le Sud racontant comment elles abordent différentes thématiques : la santé, l'agriculture, l'habitat, etc. Certaines de ces femmes ont eu l'occasion de participer aux formations sur le développement durable et l'aspect “genre” organisé par *Le Monde selon les Femmes*. *“C'est une manière de partager et d'échanger. Les participantes sont des personnes engagées dans la question du genre, et quand elles retournent dans leur*

pays, elles organisent une formation ou bien préparent un cours à adapter au terrain. C'est une manière de ramener de nouvelles dynamiques".

Des féminismes

D'après Sophie Charlier, beaucoup de jeunes femmes n'aiment pas se dire féministes. Elle souligne qu'il n'y a pas un seul mais plusieurs féminismes dont certains dans lesquels elle ne se retrouve pas. *"Par exemple, je ne m'identifie absolument pas aux féministes naturalistes, je ne m'identifie pas non plus dans le féminisme libéral."* Selon elle, l'identification au "féminisme" n'est pas claire. *"Mais par contre si féminisme veut dire égalité et justice pour toutes et tous, en terme de droits humains, il me semble que tout le monde devrait se dire féministe. Il faut s'identifier à une égalité, à un refus de rapport hiérarchique, à un*

refus de domination quelle qu'elle soit. Il n'est pas facile de choisir, d'être libre, d'assumer. Parfois c'est lourd, parfois ça peut faire peur par rapport à l'éducation reçue et au positionnement dans la société. Ça coûte, mais ça vaut la peine !"

Quoiqu'il en soit, Sophie Charlier envisage son travail en direction des femmes du Sud comme complémentaire à d'autres mouvements féministes en Belgique. *"Je travaille sur les aspects de genre et développement en appui aux femmes du Sud, mais cela n'empêche pas que je me sente solidaire des mouvements qui travaillent pour la justice et l'égalité entre les hommes et les femmes en Belgique... J'apporte dans les domaines où je suis compétente."*

Hülya ERTORUN

Mainstreaming de genre : intégration systématique des conditions, des priorités et des besoins propres aux femmes et aux hommes dans toutes les politiques, en vue de promouvoir l'égalité de genre entre les hommes et les femmes.

¹ Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide au Citoyen.

² Une commission d'appui à la politique du développement directement lié au Ministère de la Coopération.



photo Alain Chagnon

Mamounata Cissé

Les femmes et le monde du travail

“Les luttes que l'on mène pour défendre les droits des femmes dans le monde entier, que ce soit dans le domaine politique, syndical ou associatif ne doivent pas être des combats isolés. Ces luttes doivent s'inscrire dans l'ensemble des combats que mènent toutes les

femmes à travers la planète et plus globalement tous les groupes victimes de discrimination. Dans cette perspective, nous pensons que les femmes ont un grand rôle à jouer.”

Cet engagement internationaliste est celui de Mamounata Cissé, originaire du Burkina Faso et première femme à occuper la position de Secrétaire générale adjointe de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL). Avec 236 organisations affiliées dans 154 pays répartis sur cinq continents, 155 millions d'affiliés dont 40 % sont des femmes, la CISL constitue la plus importante organisation syndicale internationale¹. En mars 2006, l'organisation a commémoré les cinquante ans de la création du “Comité des femmes”.

Un parcours jalonné de luttes pour les droits des femmes

C'est au cœur du cadre communautaire familial, lieu de construction des représentations et réceptacle du poids des traditions, que Mamounata Cissé situe les prémisses de son engagement politique. Un éveil de conscience favorisé sans doute par un contexte socio-économique propice aux inégalités de genre. Confinée dans une

posture de soumission, dépendante de son mari à de nombreux égards, la femme africaine se voit souvent renvoyer par la société l'image d'un être au service de l'autre. Un tel contexte, amplifié par une situation économique déplorable, favorise l'émergence de nombreuses discriminations susceptibles de jalonner les différentes étapes constitutives de la vie sociale. “Je me suis vite rendue compte que les filles en bas âge n'avaient pas la possibilité de se scolariser car les parents ne voyaient pas d'intérêt à envoyer une fille à l'école. En grandissant, ces mêmes filles ne peuvent choisir leur conjoint et sont fréquemment confrontées à des mariages forcés, elles n'ont pas non plus la maîtrise souveraine de leur corps car les pratiques d'excision sont courantes et s'y soustraire relève souvent de l'impossible.” La “loi de la société” est tellement contraignante qu'elle conditionne les rapports sociaux et imprègne profondément les comportements individuels, constituant autant d'obstacles à une émancipation de la femme africaine.

“Les femmes victimes d'injustice et de traitements dégradants sont souvent amenées à défendre et reproduire avec assiduité les mêmes logiques sur leurs propres enfants.”

Cet environnement hostile pour une jeune fille en quête de liberté amènera Mamounata Cissé à prendre conscience très jeune de la nécessité de se battre, de lutter pour revendiquer et défendre ses droits. D'abord dans la sphère familiale avec ses frères et parents, ensuite dans le milieu scolaire. L'école, en tant qu'espace socialisant et de préparation aux rôles sociaux de la vie adulte, est également un environnement qui appelle à lutter pour se faire une place en tant que fille. “C'est à ce moment que j'ai réalisé que, quand on ne fait rien, on n'a rien. La lutte est incontournable.” D'autant plus que l'existence d'une autre réalité pour les femmes dans d'autres parties du monde renforçait son refus d'accepter un fatalisme immobilisant. Le fait de savoir que des femmes ailleurs et au prix de luttes sociales, ont pu acquérir des droits et une emprise même partielle sur leur destin, renvoyait à ces jeunes étudiantes l'image d'une femme burkinabé prisonnière de nombreuses pratiques rétrogrades.

Organisation de la résistance, l'engagement syndical

Parallèlement à ses études, et convaincue que les femmes devaient devenir actrices du changement, Mamounata Cissé s'investit dans des associations locales, ce qui lui donnera l'occasion de se forger une culture du débat et d'imaginer les perspectives d'un changement bénéfique pour les femmes du Burkina.

Mais c'est lors de son accès au monde du travail que se situe un tournant majeur dans son engagement. Si logiquement la sphère professionnelle reproduit les injustices dont sont victimes les femmes dans les autres secteurs de la société, il existe néanmoins dans le monde du travail une organisation de défense des droits des travailleurs et travailleuses : le syndicat. C'est tout naturellement qu'elle devint déléguée du personnel, inaugurant de la sorte sa longue carrière de militante syndicaliste.

Au prix de violences verbales et physiques, son engagement l'amènera à devenir la première femme Secrétaire générale nationale d'une importante centrale syndicale du Burkina². “Je me suis alors attelée à augmenter le nombre de

femmes dans l'organisation. Celles-ci n'étaient jusqu'alors que trop peu représentées dans les structures dirigeantes, lors de mon arrivée, seule une femme faisait partie du Comité exécutif.” Malgré son inscription dans la législation nationale du travail, l'égalité des droits entre hommes et femmes demeure bien illusoire dans la réalité burkinabé. Les syndicats s'organisent alors pour faire face aux nombreuses discriminations dont sont victimes les travailleuses. Violence antisyndicale à l'encontre des femmes, différences salariales persistantes, féminisation de la pauvreté... Si la situation des femmes dans le monde du travail reste problématique, les syndicats ont néanmoins grandement contribué à de nombreuses améliorations en terme de conditions de travail et de reconnaissance de droits.

Les organisations syndicales africaines sont également amenées à intégrer dans leurs objectifs des questions de santé publique. Beaucoup de femmes continuent d'ignorer leur santé et suivent aveuglément coutumes et traditions. Les syndicats luttent en faveur des femmes victimes de l'excision³, notamment par un travail profond d'information dans le secteur de l'économie informelle au sein duquel les femmes constituent la majorité des travailleurs. “Dans la société africaine, le poids de la religion et des traditions est très présent. Nos traditions véhiculent souvent des valeurs positives, mais il existe un autre versant rétrograde qui dévalorise la femme. Nos traditions et nos coutumes ne devraient pas rester figées et certaines de nos pratiques doivent nous amener à les reconsidérer pour qu'elles puissent s'ouvrir et s'adapter aux aspects positifs de la modernité.”

Mamounata Cissé est devenue progressivement un protagoniste du changement reconnu et sollicité. “Je suis heureuse d'avoir créé un précédent en Afrique de l'Ouest et d'avoir pu, à travers mon exemple et par notre action syndicale, engendrer de nombreuses réalisations pour les travailleuses et encourager les femmes à s'engager et à militer pour la défense de nos droits et le respect de notre dignité, car il n'est pas facile d'être une femme syndicaliste en Afrique.”

Les syndicats pour les femmes, les femmes pour les syndicats

Nommée pour représenter son organisation au sein du Comité des Femmes de la CISL en 1989, Mamounata

Cissé en devient la présidente trois ans plus tard. En 2000, elle accède à la fonction de Secrétaire générale adjointe de l'organisation syndicale internationale.

La promotion des droits des femmes, l'égalité des chances et la lutte contre la discrimination ont représenté des préoccupations majeures pour la CISL depuis sa création. Pour l'aider à réaliser cet objectif, la CISL a créé en 1956 le Comité des Femmes. Grâce au travail accompli par ce dernier, de grands progrès ont été réalisés pour ce qui est de l'accès des femmes aux postes de direction et pour que les questions sexospécifiques soient prises en compte, non seulement par les femmes, mais dans l'agenda global de l'organisation syndicale⁴.

Au fil des ans, ce Comité qui vient de célébrer ses 50 ans d'existence, a élargi sa



mission pour s'impliquer non seulement dans la promotion de l'égalité pour les femmes au travail, dans la société et dans le syndicat mais aussi dans la lutte en faveur de l'égalité pour tous les groupes victimes de discrimination, tels que les jeunes, les migrantes, les travailleurs de couleur, les minorités ethniques, les travailleurs plus âgés et les hommes et femmes homosexuels.

Au-delà de ces activités, le Comité des Femmes de la CISL, qui est formé d'une cinquantaine de femmes dirigeantes syndicales des différents continents, constitue aussi un Forum précieux d'échange et de solidarité entre les femmes syndicalistes du monde entier.

En 2002, la CISL a lancé la campagne mondiale "Les syndicats pour les femmes,

les femmes pour les syndicats". Cette campagne cible en priorité les travailleuses des zones franches d'exportation, de l'économie informelle, les migrantes et les jeunes travailleuses, mais touche aussi des thèmes comme la protection de la maternité et le respect de la dignité de la femme au travail et dans la société. La première édition qui couvrait la période 2002 - 2005, fut un réel succès. Plus de 60 centrales nationales et organisations syndicales dans plus de 49 pays y ont pris part. Concentrée sur des activités bien ciblées, la campagne d'alors avait permis d'engranger des résultats en termes d'affiliation accrue des femmes: entre 40 et 150 % dans certains cas.

Cette campagne s'adresse à toutes les organisations affiliées à la CISL, qu'elles soient du Nord ou du Sud, car partout les femmes subissent des discriminations, quoique à des degrés différents. Alors que le modèle social européen est souvent érigé en exemple, les femmes européennes sont aujourd'hui encore victimes d'inégalités salariales⁵, de harcèlement sexuel ou de violences conjugales, sans que cette liste ne soit exhaustive.

"C'est pour toutes ces raisons que j'insiste sur la nécessité d'inscrire nos luttes dans une perspective globale qui nous amène à nous soutenir et à construire cette solidarité internationale. Nous sommes partie prenante des campagnes de lutte contre la pauvreté et de la campagne mondiale pour un travail décent organisé en collaboration avec le Bureau International du Travail (BIT) et de grandes ONG. Les femmes et plus globalement les organisations syndicales ne peuvent se focaliser uniquement sur une réalité segmentée. Combattre pour le droit du travail sans pouvoir bénéficier des autres droits sociaux fondamentaux, est un combat qui n'a pas de sens."

Mario FRISO
Chargé d'études

¹ <http://www.icftu.org>

² L'Organisation nationale des syndicats libres (ONSL).

³ L'excision est aussi appelée "Mutilation génitale des femmes".

⁴ Approche transversale du "Gender mainstreaming".

⁵ Une discrimination salariale à l'encontre des femmes, pouvant atteindre 35 % du salaire, relève toujours de la réalité en Europe, selon un nouveau rapport que la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL) vient de publier et qui met en exergue "des divergences très marquées selon les sexes sur le marché du travail".



Leyla Ertorün

Itinéraire d'une femme engagée

A quarante ans, Leyla Ertorun en a fini de se battre avec les étiquettes. "La force de l'âge peut-être, ou le désespoir..." dit-elle en riant. Si pendant longtemps elle a refusé de se définir comme féministe, elle admet aujourd'hui que cela ne la gêne plus. "Pourquoi avoir peur des mots ? Pour une femme, ne pas être féministe, c'est

contre nature." Dans une ambiance chargée de l'émotion des souvenirs, Leyla retrace, à travers son histoire singulière, celle de sa famille, un morceau de la mémoire des femmes de l'immigration, une parole encore trop souvent passée sous silence et pourtant porteuse d'un regard indispensable sur les enjeux actuels de la lutte féministe.

L'école, le travail et la multiculturalité : chemins d'émancipation

Fin des années septante, c'est dans le cadre du regroupement familial que Leyla arrive en Belgique avec sa mère et ses deux jeunes sœurs. La jeune adolescente est heureuse de revoir son père qu'elle n'a plus vu depuis deux ans et enthousiaste à l'idée de découvrir l'Europe. Mais elle n'imagine pas encore qu'elle va rester dans ce pays dont elle ignore tout, y compris les langues. Le projet de venir vivre en Belgique est celui de son père, sa mère y est opposée. C'est un projet migratoire atypique à l'époque : ne fuyant ni la pauvreté, ni l'oppression politique, Leyla pense que son père rêvait d'un "avenir différent". En avance pour son âge, la jeune fille a déjà terminé ses études secondaires inférieures en Turquie, elle n'est là que pour les vacances et doit retourner étudier ensuite en internat à Istanbul. Mais les circonstances en décident autrement : la situation politique

déjà tendue en Turquie, la crainte de ses parents de la laisser repartir seule...

C'est finalement alors un véritable parcours du combattant qui commence pour la jeune fille, une élève brillante dont le projet scolaire est mis à mal par la migration. La première difficulté est évidemment l'apprentissage de la langue, Leyla est impatiente, elle ne trouve pas des cours adaptés à sa situation. Et puis, elle prend conscience d'autres réalités de plus en plus prégnantes à la fin des années septante. "L'étranger, ce n'est pas comme dans les films où lorsqu'il arrive quelque part, on l'accueille, on lui demande comment est son pays... En Belgique, ils en avaient plus qu'assez des étrangers !" Et lorsqu'on lui dit qu'elle n'est pas *comme les autres Turcs*, Leyla souffre aussi d'entendre ainsi sa communauté dénigrée, même si, par ailleurs, elle porte sur celle-ci un regard très critique. "Nous habitons un quartier où il n'y avait pas de Turcs, mon père ne voulait pas que nous vivions dans

un ghetto". Leyla est choquée d'y constater le décalage avec le quartier où elle vivait en Turquie, à Eskisehir. "Là, certaines filles se couvraient les cheveux, d'autres allaient à l'université en mini jupe, mais c'était accepté. Ici, les idées étaient arriérées."

Son parcours scolaire désormais chaotique et les difficultés pour faire reconnaître l'équivalence de son diplôme l'amènent à douter de pouvoir réaliser un jour son rêve d'accéder à l'université et de devenir journaliste. Elle veut rentrer en Turquie. Mais là-bas, la situation empire, les manifestations étudiantes se multiplient.¹ Quelques mois plus tard, son père décède. Et, contre toute attente, alors que sa mère et sa famille en Turquie font le choix du retour, Leyla s'oppose à cette décision, se réappropriant peut-être ainsi le projet de son père. La jeune fille craint que si elles rentrent en Turquie, les aînés de la famille influencent les décisions de sa mère au niveau de leurs études et de la gestion du patrimoine. Elle refuse aussi sans doute que son père ait "perdu sa vie". Sa mère s'est mise à travailler et arrive à subvenir aux besoins de la famille. "Son idée, c'était de travailler pour quitter la Belgique, mais je crois que finalement, c'est ça qui nous a fait rester".

Engagement et rôle d'exemple

Cahin-caha, Leyla termine ses études secondaires et arrive à l'Université Libre de Bruxelles où elle s'inscrit en Sciences sociales. Elle fera ensuite une licence spéciale à l'Institut du Travail et un troisième cycle en section politique à l'Institut d'Etudes Européennes. Ce sont ses plus belles années, malgré de longues journées où elle cumule ses études, un boulot dans le nettoyage - avec 21 jours de congés annuels - qui lui permet d'être indépendante et ses différentes activités bénévoles. Elle fait partie des premiers étudiants d'origine immigrée à l'université. Beaucoup d'entre eux s'engagent à l'époque dans des activités militantes et sociales. Au Centre Culturel fondé par son père, elle donne, dès 17 ans, des cours de turc aux plus jeunes, elle accompagne les familles à la mutuelle, au syndicat, chez le gynécologue... A l'université, elle milite dans différents mouvements et arrive sa première expérience *féministe* lorsqu'elle participe à la création d'une association de femmes turques. "On voulait lutter contre l'enfermement et le conservatisme présents dans la communauté immigrée. En créant une association *pour* les femmes,

on voulait leur permettre d'être autonomes." Très vite, l'association s'élargira à d'autres femmes pour devenir "La Voix des Femmes"². "Pour moi, dans la lutte pour une société plus égalitaire, la question des femmes et celle de l'éducation sont très importantes, quel que soit le pays où l'on se trouve. Dans ma famille, surtout du côté de mon père, je n'ai jamais entendu dire "*les garçons font des études, les filles passent après.*"

Sa réussite scolaire étant, Leyla va endosser la responsabilité de ceux qui au sein de la communauté "vont de l'avant et montrent l'exemple aux autres." "Pourtant, dans notre vie sociale et familiale, c'était un peu le contraire. On avait déménagé à Schaerbeek et nous nous autocensurons en nous mettant des restrictions sur nos sorties, nos tenues vestimentaires. *On n'est pas en Turquie, on est à Schaerbeek !*, nous répétait sans cesse ma mère. Quand j'y pense, c'était le comble !"

Mais son expérience sociale comme bénévole, et puis comme conseillère laïque au SLP³ où elle est engagée à mi-temps dans une équipe pluridisciplinaire et interculturelle, et ses études en sciences sociales vont lui permettre de mieux comprendre les dynamiques en cours dans la communauté turque dans ce contexte migratoire particulier. "Même si je n'étais pas d'accord avec leur façon d'être et de vivre, je me disais *ce n'est pas leur faute, ils sont venus avec un autre projet, ils se protègent de l'extérieur*, ce qui est normal, il y a une cristallisation de la culture..." Plutôt que de s'extraire et critiquer, elle préfère s'engager.

Faux-semblants et enjeux réels

Dans la pratique, Leyla adopte une approche délicate, *féminine* aurait-on envie de dire, mais en refusant toute complaisance. "Il faut comprendre les gens, être proche d'eux, mais ne pas manquer de courage pour aller de l'avant. Ne pas avoir peur des critiques. Dire *Je suis comme ça. Vous n'êtes pas obligé*. A force d'avoir peur de heurter les gens, on n'avance pas." Elevée dans un milieu laïque et républicain, elle est très attachée à la séparation du religieux et de la sphère publique. Dans son travail actuel de médiatrice scolaire à Bruxelles, elle est interpellée par des enseignants qui se plaignent des jeunes qui refusent de prendre part aux activités mixtes. Ils

disent : “D'abord, c'était les cours de natation, puis de gymnastique. Maintenant c'est parfois des cours de biologie. Quand cela concerne les sciences, c'est inacceptable !”

Mais à l'inverse, elle refuse certaines attitudes rigides et stigmatisantes et les propos parfois très durs entendus de “laïques purs et durs” envers les musulmans. “Il y a une réelle réflexion et sensibilisation à mener dans le monde laïque sur la question de l'immigration.” Dépassant, sans les nier, les questions culturelles et religieuses qui accaparent le débat sur la question des femmes notamment, Leyla met l'accent sur des enjeux sociaux et politiques essentiels pour un projet de société où l'égalité des chances et l'égalité des sexes ne seraient pas que des concepts vides. “Avant tout, je crois que l'école est un enjeu important, c'est le miroir de la société, là où on voit si l'égalité des chances est respectée. L'école ne doit pas être un parking jusqu'à 18 ans, mais proposer un vrai projet de vie aux jeunes.”

Sur la question des femmes, et des femmes immigrées en particulier, Leyla déplore qu'aujourd'hui, encore trop souvent, les projets soient menés de manière paternaliste et que peu de choses soient réalisées pour l'émancipation des femmes dans le fond. “Sans les victimiser et sans tomber dans le relativisme culturel, on doit encourager les femmes dans leurs démarches. Elles doivent prendre conscience que ce ne sont pas les autres qui doivent décider pour elles et qu'elles ont les mêmes droits que les autres. Mais on doit pouvoir choisir sa façon de vivre. La femme libérée n'est pas forcément en jeans et cheveux courts ! A Schaerbeek, on voit de plus en plus les filles porter un string fushia visible sous un pantalon blanc. Est-ce cela l'émancipation ? Ces mêmes filles subissent encore des pressions de leur famille et leur

communauté, se marient jeunes, ne font pas d'études... Il faut sortir des stéréotypes. On peut aussi être ouverte d'esprit et émancipée en portant le foulard.”

Du petit bout de femme en révolte qu'elle était lorsqu'elle est arrivée en Belgique, Leyla est devenue ce pour quoi elle s'est toujours battue : une femme libre de ses choix, de ses appartenances et de ses engagements. Si c'est finalement dans le domaine social que son parcours professionnel a évolué, elle n'a pas pour autant mis de côté les rêves de la petite fille qui voulait devenir journaliste. Elle a créé et anime l'émission *Türkuaz* sur Radio Panik, fait partie des comités de rédaction du MRAX Info⁴ et de l'Agenda Interculturel⁵ et a créé depuis peu avec d'autres journalistes, *Binfikir Mille Idées*, un journal à l'attention des turcophones de Belgique. Une autre manière encore de faire entendre sa voix...

Son parcours lui a permis plus que jamais de prendre conscience que l'engagement féministe restait indispensable, mais qu'il ne fallait pas se tromper de combat. Pour elle, c'est avant tout par l'accès à l'éducation, au travail... et à la parole que les femmes trouveront les moyens de se libérer. “Je préfère voir une fille voilée à l'école, que de la voir rester chez elle, bien sûr ! Même si ce n'est pas mon modèle de femme”. Par sa parole, son engagement et son expertise, Leyla Ertorün participe au renouveau d'un combat qui, sans la contribution des femmes “issues de l'immigration”, risquerait bien de passer à côté des enjeux fondamentaux tant du féminisme que de la construction d'une société plurielle et égalitaire.

Sophie LÉONARD
Communication socio-politique

¹ Rappelons que fin des années septante, en Turquie, les clivages gauche droite poussent les étudiants à s'entretuer, les gouvernements de coalition n'arrivant pas à tenir, ni à maintenir l'ordre, l'armée intervient une troisième fois dans l'histoire de la Turquie par un coup d'Etat en septembre 1980. S'ensuivent les interdictions sur les libertés, la restauration des cours de religion obligatoires...

² La Voix des femmes : <http://users.skynet.be/lavoixdesfemmes>

³ Service Laïque d'Aide aux Personnes.

⁴ Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie.

⁵ Mensuel du Centre Bruxellois d'Action Interculturelle.



Fanny Filosof

Défendre les femmes sans papiers : un devoir de féministe, un devoir de femme !

Fanny Filosof est membre du *Collectif des femmes en noir contre les centres fermés et les expulsions*. Son parcours retrace trente ans d'engagement. Il nous permet d'apprécier les évolutions du féminisme et son glissement vers des champs de bataille de plus en plus globaux. Du droit à l'avortement au

droit d'asile. Du corps biologique au corps social. A travers son portrait, nous aborderons les grands combats menés par les femmes en Belgique, mais aussi les enjeux actuels du féminisme au Sud comme au Nord.

J'ai interviewé Fanny Filosof chez elle, autour d'une tasse de thé, un matin glacial de mars. En guise d'introduction, elle me confie, en rigolant à moitié, que le féminisme "l'a atteint à la quarantaine, comme une maladie..." Après elle m'explique : "Dans mon existence de femme, il y avait des insatisfactions un peu générales." Mais, pour elle, la découverte du féminisme se matérialise lors de la première Journée des femmes, en mars '72. Elle se rappelle "Je suis arrivée en ayant bien préparé le dîner pour le midi, sans être sûre que je pourrais rester toute la journée. On attendait Simone de Beauvoir. C'était un truc, très "mai-68", les gens assis par terre... Personne ne s'attendait à ça : 7000 femmes rassemblées un dimanche. Pour l'époque, c'était quelque chose !"

Les discussions étaient axées sur le quotidien et le corps. Elle se familiarise avec la maxime *le privé est politique*. "Pour moi, ça n'a pas été clair tout de suite, mais c'est resté très important pour nous, dans le Collectif (des Femmes en noir)."

"Une prise de conscience s'opérait, des choses à exiger se précisaient : on ne voulait plus qu'il faille se cacher pour avorter, par exemple !"

Le combat pour la dépénalisation de l'avortement avait commencé avant '72. Fanny Filosof insiste sur le fait que "sans le mouvement des femmes, il n'y aurait pas eu des changements. Souvent, on ne retient que le discours politique, mais il ne faut pas oublier que les politiques ne prennent pas le même type de risques. Leur action se limite à proposer des lois, tandis que les femmes prenaient un vrai risque personnel en accompagnant les femmes en Hollande, en parlant d'avortement à la télé, sans oublier les travailleurs et travailleuses de la santé qui pratiquaient des avortements, bravant la loi et la justice."

Après l'avortement, mais toujours en rapport au corps des femmes, un autre combat fut mené : celui du viol. "On voulait que la charge de la preuve du consentement soit inversée. On avait déjà marre qu'on nous demande pourquoi on

était dans la rue à minuit, pourquoi on mettait des minijupes, pourquoi on acceptait un verre... On se disait qu'on avait le droit de vouloir plaire sans pour autant risquer d'être violées ! On commençait à toucher à des questions de la sexualité de plus en plus larges : le désir de plaire et le plaisir d'être libre. On dénonçait ces situations avec beaucoup d'humour. On jouait beaucoup avec les mots !"

Le mouvement associatif féminin

"Au début, il y a eu la *Maison des Femmes*, vers le milieu des années '70, à la rue du Méridien. C'était un ancien bureau de poste. Il y avait des barreaux aux fenêtres. Le comble ! Pour des femmes qui voulaient s'envoler, c'était fort ! Alors, nous avons peint les barreaux de toutes les couleurs !"

La Maison des Femmes était connue, mais pas bien reconnue. "Elle était inscrite au Moniteur, mais c'était à peu près tout. Le mouvement était un peu "anar", c'était difficile de désigner les pouvoirs, mais le noyau de responsables était toujours là. Les discussions autour du pouvoir au sein du mouvement étaient très riches. On mettait en cause la notion même de hiérarchie."

"En général, à l'époque, lors des Journées des femmes, les hommes étaient admis, mais ils devaient écouter et se taire. Ils avaient vraiment du mal. Je me rappelle un jour, un monsieur a insisté pour prendre la parole. Son argument était qu'il avait droit de parler puisqu'il avait payé son entrée. Tout le monde s'est mis à crier "*Remboursez ! remboursez !*".

A la Maison des Femmes, les hommes n'étaient pas admis. "Cet espace était vital pour nous. On se rendait compte qu'on n'avait pas l'habitude de la parole. C'était donc important de se retrouver entre nous pour des réunions plus politiques, pour réfléchir librement et, personnellement, je pense que c'est toujours nécessaire. D'ailleurs, une autre notion qui vient de cette époque-là c'est que *tout le monde sait parler*."

Après la Maison des Femmes, une autre équipe a formé la *Rue Blanche*¹. "A ce moment-là, un petit groupe et moi-même, nous ne voulions plus faire la même chose et c'est comme ça que nous nous sommes lancées dans l'aventure des radios libres. Nous avons une émission assez "anar". Elle était connue comme une radio bavarde. Nous avons énormément à raconter."

Plus tard dans les années '80, *l'Université des Femmes* a demandé à quelques radioteuses de collaborer et nous avons accepté. "C'était une démarche plus intellectuelle. On m'a demandé de collaborer et j'ai accepté. On ne sait pas rester sans bouger ! C'est pour ça que je dis que le féminisme est une maladie..."

Le nouveau projet était *Chronique Féministe*, la publication de l'Université des Femmes. "Ça a été un grand bonheur. A ce moment-là, ma vie changeait. Je quittais mon conjoint et ce projet a été très important pour moi. Ça m'apportait beaucoup."

Femmes et migrations

"J'étais toujours à *l'Université des Femmes* quand Semira Adamu fut assassinée, en 1998. Des groupes mixtes étaient constitués pour dénoncer les expulsions, mais on passait sous silence le fait que, dans de nombreux cas, le fait d'être une femme était la cause de toute cette spirale de violence : c'est parce que Semira était une femme qu'on voulait la forcer à se marier. On se rend compte qu'il y a des situations qui n'appartiennent qu'aux femmes, qui font qu'elles quittent un pays pour échapper aux violences et discriminations que les hommes n'ont pas à subir. Nous disons : "Lorsque ces violences sont permises, c'est que la politique de ce pays l'admet, et donc admet ce qui est formellement interdit en Belgique. En toute logique, la Belgique devrait accepter les femmes qui ont le courage et l'intelligence de quitter ce pays et de demander l'asile".

"Si un gouvernement ne fait rien contre la lapidation, contre les mariages forcés, contre l'excision, ne permet pas aux filles de s'instruire comme les garçons, ne leur permet pas de s'habiller comme elles ont envie de s'habiller... toutes ces dimensions doivent être prises en considération dans la politique d'asile belge, parce qu'elles touchent les femmes."

"Ici, nous avons acquis l'égalité entre les hommes et les femmes. Nous avons un devoir de féministes - un devoir de femmes tout simplement- de défendre des femmes qui sont opprimées dans leurs pays et qui demandent l'asile ici."

"Ce que nous avons fait c'est de constituer un groupe pour accompagner les femmes. Nous avons choisi de nous appeler *Collectif des Femmes en noir, contre les centres fermés et les expulsions*".

Le Collectif reçoit les femmes au 29, *rue Blanche*. "Nous voulons être à la fois dans

l'action et dans la réflexion. C'est-à-dire, connaître et voir ces femmes, chercher les moyens de les aider, être averties par des situations réelles qui se passent dans leurs pays. Nous visons aussi à apprendre davantage sur des procédures de droit d'asile et de régularisation."

"Nous les recevons collectivement. C'est très important de le faire ainsi. Emotionnellement, il nous semble que c'est moins dur pour le groupe et pour la femme."

L'entretien collectif permet à toutes les participantes de réfléchir, de prendre de la distance. Les femmes y partagent collectivement non seulement les récits des "sans-papiers", mais aussi des nouvelles personnelles. Il est important pour elles et pour nous de créer cette ambiance conviviale, que le groupe restreint permet d'entretenir.

"Ce n'est jamais un questionnaire. Ce que les femmes disent c'est, pour nous, la vérité et la vérité pour une femme sans-papiers c'est ce qui peut l'aider à régulariser sa situation."

Les rencontres préparent les femmes à affronter les autorités de l'Office des Etrangers, qui souvent ont recours à des stratégies de pression pour "piéger" les demandeuses d'asile dans leur discours. "Ce qui nous intéresse c'est de les conseiller juridiquement, les orienter dans le choix d'un-e avocat-e. On étudie où elles en sont dans leurs démarches et on vérifie que leur avocat-e -si elles en ont déjà un- fasse vraiment son boulot, et qu'il-elle travaille pro-déo. Il est déjà arrivé qu'on leur fasse changer d'avocat".

"Les femmes qui viennent nous voir sont des femmes qui sont entrées en résistance. Surtout celles qui ont quitté seules leur pays ou celles qui ont quitté ici leur conjoint."

Selon Fanny Filosof, en Belgique, les femmes sans-papiers s'émancipent plus vite "ce sont elles qui trouvent plus facilement du travail, elles accompagnent leurs enfants à l'école et de ce fait ont plus de contacts en dehors du ménage. Alors, on voit parfois s'aggraver des problèmes de violence de la part du conjoint parce qu'il se trouve dans une situation plus difficile, d'homme 'mal vu'. Les femmes ont plus de répondant, elles changent plus facilement dans le sens de l'ouverture."

L'action du Collectif dépasse largement l'accompagnement et le conseil. Le groupe constitue un vrai réseau qui entoure les

femmes demandeuses d'asile ou en situation irrégulière. "Nous faisons un cocon autour d'elles et, jusque là, aucune n'a été expulsée. Nous avons des liens avec des femmes politiques qui ont été aussi engagées dans la lutte des femmes, nous pouvons nous adresser à Amnesty International, à la Ligue des Droits de l'Homme. Mais ce sont elles, femmes sans-papiers ou clandestines qui sont en résistance, ce sont elles qui ont décidé de partir, qui refont des liens ici, qui se débrouillent pour s'en sortir et qui refusent de retourner dans leur pays même quand le conjoint, lui est bien retourné. Ça, c'est difficile à accepter pour l'Office des Etrangers".



Le féminisme : passé et présent

"Le féminisme reste le même : un mouvement politique qui vise l'égalité des hommes et des femmes. Mais, il faut parler de l'égalité autrement qu'en termes d'un rattrapage. Dans ce sens, le féminisme interroge le concept même d'égalité".

"Avant, le mouvement était une force. Actuellement, le combat féministe s'éclate et s'intellectualise. Parfois, je regrette que le mouvement ne soit pas plus dans l'action, mais je suis aussi très contente quand je vois la diversité de thématiques abordées par des femmes et leur désir de montrer les apports féministes. Les universités rassemblent de plus en plus de chercheuses et il y a des publications plus spécialisées, comme *Sophia*."

"On ne peut plus parler de grands élans collectifs, mais les grandes luttes ont aussi déjà porté leurs fruits. Le féminisme reste, néanmoins, une nécessité "les hommes doivent encore s'impliquer dans l'égalité. Nous, femmes, avons interrogé notre façon de fonctionner, notre refus de se soumettre. Du côté des hommes, ça ne se fait pas encore vraiment."

Paola HIDALGO
Animatrice

¹ Association 29, Rue Blanche, fondée en 1983.



Malika Hamidi

Le féminisme musulman, un concept revendiqué et controversé

Avec son large sourire et une langue qu'elle garde rarement dans sa poche, Malika Hamidi a de quoi dérouter ceux qui ne veulent voir dans la femme musulmane, et particulièrement celle qui porte le foulard, qu'un être opprimé et soumis. Coordinatrice de l'European Muslim Network et membre de Présence Musulmane, Malika s'inscrit dans une dynamique de femmes en

marche dans le monde musulman et en Occident depuis un certain nombre d'années. En promouvant une théologie de libération de la femme, les féministes musulmanes remettent en question les pratiques coutumières et culturelles de l'islam, mais questionnent également l'universalité du modèle occidental d'émancipation féminine.

Spiritualité et engagement

Née dans un petit village de la région parisienne, de parents d'origine algérienne, c'est à la croisée d'un cheminement spirituel et citoyen que Malika rencontre la dynamique de Présence Musulmane. Elle trouve alors dans cette plate-forme de réflexion, de formation et d'action la possibilité de s'épanouir par rapport à sa compréhension de l'islam. "Il s'agissait de mettre en évidence qu'on pouvait mener une vie citoyenne, être un acteur social, sans devoir divorcer de la dimension spirituelle. Parce que je considère que ma foi ne devait pas s'arrêter aux simples rituels et que cette spiritualité devait se traduire par des actions concrètes." Le réseau de Présence Musulmane qui se développe à l'époque en Suisse, en Belgique et en France, a la volonté de réfléchir à la construction d'un islam européen. "L'idée première, c'était qu'il y a une communauté musulmane

qui s'est implantée en Europe et qui ne retournera plus dans les pays d'origine, et qu'à partir de là il fallait qu'une réflexion se construise sur l'identité musulmane et son épanouissement dans ce contexte."

Sur le terrain, dans des actions menées au sein de la communauté musulmane, Malika se rend compte de problématiques lourdes : violences domestiques, mariages forcés... Elle constate aussi que les travailleurs sociaux ont très peu de réponses face à ces situations. Et c'est ainsi que lorsqu'elle termine sa Licence à La Faculté d'Anglais, Malika décide d'entamer une formation d'assistante sociale. "J'avais envie d'aider ces jeunes filles qui ne trouvaient pas de réponse auprès des travailleurs sociaux. En France, la dimension culturelle est complètement niée dans le travail social. Or, on ne peut pas aider une personne, si on ne la prend pas en compte dans son intégrité. C'est ça que je voulais apporter."

C'est par amour que la jeune femme vient s'installer à Bruxelles où elle se mariera. Après la naissance de sa fille, elle reprend un DEA en Sciences de l'Education et de la Société à Lille 3.

Une double discrimination

Pour Malika, la question du féminisme devient d'autant plus importante qu'elle constate que les femmes musulmanes sont victimes d'une double discrimination

Pour Malika, il ne s'agit pas d'un féminisme à côté des autres mouvements féministes : il s'agit d'un féminisme à l'intérieur du féminisme et qui tout en partant d'une appartenance religieuse arrive à des principes universels de justice et d'égalité. Mais alors qu'il s'agit *in fine* de lutter contre les mauvais traitements et les discriminations dont les femmes sont victimes, le féminisme musulman n'en reste pas moins un concept controversé



dans la société occidentale. "A l'intérieur de leur communauté de foi, elles sont victimes d'une pratique traditionnelle et culturelle de l'islam, une pratique machiste. Et à l'extérieur, dans la société, elles sont stigmatisées, souvent par rapport au foulard. Elles sont discriminées à l'emploi, à l'école..."

Dans ce contexte, le travail de fond mené par des féministes musulmanes s'inscrit d'abord dans un champ de référence religieux. Il s'agit de s'appuyer sur les sources scripturaires (Coran et Sunna) pour réinterpréter le texte religieux et se dégager d'une jurisprudence consolidée au IX^e siècle dans une société empreinte de pratiques patriarcales. En se réappropriant le débat religieux, par l'acquisition de connaissances en sciences islamiques, les féministes musulmanes produisent une réflexion profonde et une remise en question des pratiques culturelles et coutumières qu'elles considèrent comme les principales responsables de la décadence de la condition de la femme musulmane.

pour de nombreuses féministes occidentales. "Souvent, elles considèrent qu'il est impossible de se libérer à partir d'un champ de référence religieux, et encore moins à partir d'un champ de référence islamique. Pour elles, l'islam est une religion archaïque, c'est l'oppression de la femme."

Malika témoigne ainsi de la difficulté, pour les femmes musulmanes, à être entendues par certaines féministes occidentales peinant à se décentrer de leurs propres schémas d'émancipation. "Aujourd'hui, il y a des femmes qui ne rejettent pas le modèle d'émancipation occidental, mais qui disent : *Attention, ce n'est pas le seul modèle porteur de valeurs universelles. Nous sommes également en mesure de proposer un modèle d'émancipation*, et il faut pouvoir l'accepter aussi."

Tout en précisant qu'elle ne résume pas la femme musulmane au foulard, et que pour elle, une femme qui ne le porte pas est autant musulmane qu'une femme qui le porte, Malika constate que si

l'émergence de figures féminines musulmanes, arborant souvent fièrement un foulard, dérange c'est qu'elles renvoient d'abord à la visibilité de l'islam dans l'espace public. "Il y a quelques années, nos mères qui étaient voilées rasaient les murs ou étaient femmes de ménage. On ne les voyait pas. Aujourd'hui, ces femmes font des études, ont une conscience politique et n'ont pas peur de participer aux débats de société, sans frustration." A ce sujet, comme d'autres, Malika met en évidence les contradictions de certaines féministes occidentales. "Elles se sont battues pendant des années pour pouvoir faire ce qu'elles voulaient de leurs corps, mais quand aujourd'hui, au nom de cette liberté à disposer de leur corps, au nom de la liberté de conscience, des femmes musulmanes souhaitent se couvrir les cheveux, ça leur pose problème !"

Pour une solidarité féministe

Partant de ces constats, Malika souhaite promouvoir une vraie solidarité féministe entre femmes d'horizons divers. "A mon sens, la lutte féministe ne doit pas se faire à partir d'un discours communautariste, mais sur le terrain de

l'action citoyenne, sur le terrain du droit, avec toutes les femmes qui souhaitent lutter pour une amélioration de la condition féminine. Les femmes doivent être en mesure de s'engager ensemble par rapport à tous les droits qui sont encore bafoués au nom d'une société machiste."

Le défi est important. Face à ceux qui poussent irrémédiablement aujourd'hui vers l'idée d'un choc des civilisations, face à un traitement médiatique de l'islam qui crée de la peur chez les individus, Malika est consciente que tout un travail est à mener pour créer un rapport de confiance, préalable nécessaire à toute action commune. Cette confiance passera, elle en est convaincue, par le développement d'espaces de dialogue, de rencontre et de réflexion. "Il faut se rencontrer, discuter, échanger, s'interpeller et ne pas rester sur des crispations."

La question qui se pose dès lors à nous est simple : en serons-nous capables ?

Sophie LÉONARD
Communication socio-politique



photo Alain Chagnon

Pascale Maquestiau

Développement, droits sexuels et laïcité

Du souvenir de ses 14 ans où elle a eu "la chance d'écouter Gisèle Halimi" à son travail actuel avec les femmes issues de l'immigration, en passant par ses années vécues à l'étranger auprès des femmes du Sud, Pascale Maquestiau raconte son féminisme comme un processus qui s'est développé à travers une série de rencontres qui ont aiguisé son analyse de la condition de la femme ici et ailleurs. Pour elle, tout féminisme se

construit parce que mis en processus avec d'autres groupes de femmes. Aujourd'hui formatrice à l'asbl "Le Monde selon les Femmes"¹ et chargée des relations internationales à la "Fédération laïque des centres de planning familial"², Pascale Maquestiau met en évidence, à travers son histoire, les questions les plus délicates du combat actuel des femmes : les droits sexuels et reproductifs.

Femme dans la coopération

Infirmière dans les PVD³, Pascale a passé de nombreuses années à s'occuper essentiellement de la santé maternelle et infantile. Argentine, Bolivie, Chine.... elle se trouve confrontée à d'autres rapports de genre dans son cadre professionnel. "Quand on m'a dit, tu n'as pas à opiner devant un médecin parce que tu es une femme, je ne comprenais pas parce que ça n'était pas dans ma culture". N'étant pas considérée comme un interlocuteur valable, elle ne parvient pas à négocier avec un représentant de l'Etat. En Amérique du Sud, Pascale aide les femmes à accoucher. Elle voit énormément de pratiques d'avortement illégales et la souffrance que cela engendre. "Moi j'ai accès à la pilule très facilement, pourquoi elles ne l'ont pas ?", se demande-t-elle. Mais promouvoir la contraception et l'avortement reste un combat difficile à mener sur un continent où le poids de

l'Eglise catholique reste déterminant dans les questions éthiques.

Les décalages que peut constater Pascale entre sa condition et celle de la femme sud-américaine contrastent cependant avec la vitalité des combats des femmes, notamment pour la démocratie. Jusque dans les années 80 et 90, alors que le pouvoir est confisqué aux peuples dans une majorité de pays sud-américains par les dictatures militaires, les femmes rassemblées en collectifs de dénonciation des violations des droits humains joueront un rôle essentiel dans la critique des gouvernements répressifs et dans la transition démocratique. "L'Argentine est une société connue pour être machiste, mais en même temps les mouvements de femmes sont extrêmement forts. Un des plus connus est celui des mères de la place de Mai qui a mis sur la place publique une histoire extrêmement douloureuse", explique-t-elle en référence à l'inlassable

combat de mères, sœurs et épouses pour connaître la vérité sur les disparitions de leurs hommes sous la dictature argentine et faire arrêter les bourreaux.

"Le rôle de la mère a toujours été un questionnement permanent dans les sociétés", rappelle Pascale. Ayant souvent légitimé leur démarche en valorisant leur rôle traditionnel de défense de la famille, les féministes d'Amérique latine ont progressivement compris que l'institutionnalisation de rapports de pouvoir inégaux dans l'espace public repose sur une logique similaire dans la sphère privée. Pascale travaille alors avec des femmes argentines qui lui disent que pour exister en tant que femme, il faut déconstruire l'image de la mère.

Les droits sexuels et reproductifs

En Argentine, Pascale travaille pour un programme de nutrition avec Médecins du monde. Elle rencontre des femmes qui ne veulent pas d'enfants et qui culpabilisent de devoir assumer une maternité non désirée. C'est là aussi qu'elle rencontre *Las catolicas*, "des femmes catholiques qui ont réanalysé les pratiques néfastes de la Bible pour arriver à se déculpabiliser, elles militent donc beaucoup pour la dépénalisation de l'avortement. C'est donc là que j'ai trouvé l'argumentation pour aider ces femmes à déculpabiliser".

A son retour en Belgique, Pascale prend conscience de l'importance de dire qu'elle est féministe... et laïque. Les expériences accumulées lui ont fait réaliser non seulement que la dimension féministe est très faible en coopération mais aussi l'absence d'une réflexion sur l'articulation entre l'approche de genre, le développement et la laïcité. *"En quoi l'aide au PVD, les projets sélectionnés défendent-ils les valeurs laïques ? En quoi diffèrent-ils des projets portés par des associations catholiques ou protestantes ?"* s'interroge-t-elle. A Bruxelles, Pascale a donc mis sur pied un groupe de travail "genre et laïcité" qui s'est fixé comme objectif de regrouper la documentation existante et de créer un savoir car *"la laïcité n'a rien produit de très clair comme position"*.

A l'association *Le Monde selon les Femmes*, Pascale Maquestiau organise des formations sur la santé sexuelle et reproductive, auxquelles participent notamment des hommes et femmes d'Afrique francophone et d'Haïti. *"Ce sont des travailleurs d'ONG ou de ministères qui*

ont un certain pouvoir de décision et je constate énormément de résistance alors qu'ils font partie des groupes les plus progressistes qui remettent en question les principes des rapports hommes/femmes et qui viennent pour questionner les pratiques dans leur pays puisqu'ils viennent suivre une formation en genre. Sur l'avortement, les 3/4 vont être contre. Ne parlons même pas de l'homosexualité."

Ici comme ailleurs, le combat pour le droit des femmes à disposer de leur corps a encore de beaux jours devant lui. *"Les droits sexuels et reproductifs sont un des enjeux les plus difficiles à défendre parce qu'il est difficile de réunir les positions des femmes. Toutes les femmes vont être d'accord sur les droits du travail, droit à la scolarité et l'éducation. Dès qu'on va commencer à parler de sexualité, on va commencer à diviser. Il existe aussi beaucoup de divisions sur le thème de la prostitution"*.

Femme du Sud et femmes migrantes

En mars 2007, *Le Monde selon les Femmes* et la coordination bruxelloise de la Marche mondiale des femmes organiseront un parlement des femmes à Bruxelles qui veillera à donner la parole aux femmes issues de l'immigration. *"Notre organisation s'est toujours inquiétée de la place de la voix des femmes du Sud d'ici ou là-bas, et de plus en plus d'ici"*. Le défi sera de donner la parole à des femmes qui ne l'ont jamais pour parler de la place de la Femme dans l'espace public. *"Notre travail est de faire apparaître ces voix et ne pas les représenter et prendre la parole à la place de l'autre, ce qui est une attitude très patriarcale 'je vais parler à ta place parce que je parle mieux'"*. Un défi d'autant plus grand que ces femmes devront réaliser un film (en collaboration avec le GSARA⁴) impliquant un travail d'écriture et de narration.

Le Monde selon les Femmes travaille aussi avec des associations de femmes migrantes en mettant au point des outils comme "femme caméléon" pour créer des espaces de réflexion sur le rôle des femmes dans la société. Ces rencontres permettent de casser d'autres stéréotypes entre femmes. Par exemple, *"les femmes migrantes ne s'identifient pas du tout à l'image de la femme dans la publicité ici mais pensent que nous nous identifions alors que pas forcément, au contraire"*. Ces femmes *"tirillées entre deux cultures"* ont *"un regard critique sur les deux sociétés que nous n'avons pas forcément*

sur la nôtre". Elles pointent par exemple du doigt le désintérêt des anciens dans le monde occidental, le mépris de la vieillesse. "La dernière fois, elles ont beaucoup parlé de leur analyse de la vieillesse en Belgique et une des conclusions de beaucoup de femmes qui ont migré est qu'elles ne veulent jamais vivre leur vieillesse ici. Pour ces femmes, les relations humaines sont le premier facteur de qualité de vie et de bien-être et pas l'accès à la machine à laver".

A propos du mouvement

Pascale voit dans la variété des féminismes le moyen de sortir du dogmatisme d'une seule voix mais regrette en Belgique la méconnaissance de l'histoire du mouvement des femmes et la



reconnaissance toute relative de leur combat. "Sur l'IVG ou sur les violences, on va parler des avancées de la loi, des personnages clés. Je ne vais pas nier que le rôle d'hommes comme Willy Peers est important, mais on ne parle pas de la force du mouvement. On ne dit pas non

plus assez que si les programmes contre les violences faites aux femmes ont été inscrits à l'agenda politique et social, c'est grâce à la militance des femmes. La difficulté c'est que les femmes n'aiment pas faire parler d'elles, elles aiment parler de leurs rêves et de ce qui les interpelle mais pas parler d'elles et se montrer".

Pascale se réjouit que la nouvelle génération de féministes en a fini avec les combats d'arrière-garde. "On a souvent eu une attitude sur la défensive et je crois que les mouvements actuels des jeunes femmes ne vont pas dans ce sens-là. Elles changent de mode d'action, elles ne vont pas entrer sur le mode du conflit. Quand tu les entends, tu comprends qu'il y a des choses qui ne sont plus négociables."

Quoiqu'il en soit, Pascale ne peut imaginer le féminisme sans remettre en cause de façon permanente des systèmes de pouvoir. Que ce soit dans le cadre d'une formation ou d'un travail d'écriture, elle vise toujours une production collective vers un changement pour que chaque femme impliquée devienne actrice de son propre développement, qu'elle exerce du pouvoir sur elle-même et pas sur l'autre. "Le patriarcat a toujours pris le pouvoir sur l'autre, les féminismes veulent autre chose, heureusement."

Olivia WELKE
Communication socio-politique

¹ <http://www.mondefemmes.org>

² <http://www.planningfamilial.net>

³ Pays en voie de développement.

⁴ Groupe socialiste d'action et de réflexion sur l'audiovisuel.



Fatoumata Sidibé

Fière d'être une "zinneke"

Depuis quelques mois, se crée en Belgique un comité belge de l'association internationale "*Ni Putes Ni Soumises*". En France, le mouvement a eu un écho retentissant sur la scène politique et médiatique. Le Comité belge sera officiellement créé fin mai.

Fatoumata Sidibé en est la présidente. Tout en retraçant son parcours, cette jeune femme d'origine malienne, qui vient de publier son premier roman, "*Une saison africaine*", nous explique le sens de son engagement féministe dans ce nouveau collectif.

Fatoumata décrit avec beaucoup d'enthousiasme son parcours afro-belge : "Je suis née au Mali, à Bamako, quatrième enfant parmi dix frères et sœurs. Mes parents ont fait des études tous les deux, ce qui est plutôt une chance au Mali. J'ai passé mes cinq premières années en Belgique, parce que mon père s'occupait des finances à l'ambassade". Cette famille cosmopolite a vécu aussi en Allemagne pendant un an et est retournée ensuite au pays. "Je suis revenue en Belgique pour terminer mes études suite à des grèves, qui ont entraîné la fermeture des écoles au Mali. J'ai obtenu ma licence en communication sociale et journalisme et depuis la fin de mes études, j'écris dans plusieurs magazines belges et étrangers.". Elle confie "Je dis toujours que je suis une *zinneke*. Comme 85% de la population du Mali, je suis de tradition musulmane. J'ai étudié à l'UCL et je travaille au Centre régional du Libre Examen."

Lorsque je lui demande comment elle s'est rapprochée du féminisme, elle répond "Je suis née féministe. Toute petite déjà, je me

révoltais beaucoup contre les traditions de là-bas qui oppriment les femmes : la polygamie, la répudiation, l'héritage, l'excision et le manque d'accès à l'éducation. J'observais que les garçons étaient les rois de la famille et les filles devaient étudier et, en plus, assumer les tâches ménagères. Cela m'a toujours révoltée. Ma famille me disait que j'étais folle, que je lisais trop. Un jour ma mère m'a dit : "pour moi, tu n'es pas une femme, tu es un homme". Elle voulait dire que j'avais des revendications qui, dans sa culture, n'étaient pas portées par des femmes."

Cette attitude se renforcera plus tard : "Quand je suis venue étudier en Belgique, ça s'est accentué. Le féminisme m'est venu comme ça, à travers une envie de liberté. J'ai toujours senti cette envie de vivre libre, dans une société où l'on puisse s'épanouir sans trop d'entraves. Personnellement, j'espère que le féminisme est une maladie contagieuse !"

Laïcité, mixité et égalité

Le comité belge *Ni Putes Ni Soumises* existe depuis le mois de septembre 2005. Il réunit des femmes et des hommes de différents âges et horizons. Actuellement, la rédaction des statuts, en vue de sa constitution en tant que asbl est terminée. Pour Fatoumata, NPNS représente tout le sens de son engagement. "J'ai le sentiment que, depuis l'âge de douze ans, j'attends ce mouvement. Il légitime toute la révolte en moi. L'enjeu, c'est que la femme soit considérée comme une citoyenne à part entière. D'ailleurs, mon roman, *Une Saison africaine*¹, qui vient de paraître ce mois d'avril, met, entre autres, en scène un personnage féminin enfermé dans un destin de femmes et prisonnière de traditions castratrices dont elle parvient à s'affranchir".

"A NPNS, il y a une triple devise : laïcité, mixité et égalité. Ce sont les pierres angulaires d'un combat qui stipule qu'il n'y a pas de combat plus urgent pour l'émancipation des femmes que la lutte contre les intégrismes et l'obscurantisme car, pour que les femmes aient des droits, il faut une société laïque, c'est à dire qu'il y ait une division entre la sphère privée et publique tout en laissant à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire."

"De même, la mixité entre garçons et filles est primordiale. Mais, il faut aussi une mixité culturelle et sociale, car les membres de toutes les communautés doivent coexister en tant que citoyens. Partout où les droits des femmes régressent, progressent les obscurantistes de tous bords".

"Finalement il y a l'égalité. Nous demandons les mêmes droits et mêmes devoirs pour tous les citoyens. Cela veut dire que nous refusons le relativisme culturel. Nous refusons de légitimer certaines pratiques au nom des traditions et nous refusons des lois aménagées pour certains citoyens. NPNS est le nouveau visage du féminisme, car nous voulons un féminisme avec les hommes ; féminisme que nous appelons *mixisme*."

Le féminisme et la laïcité

Fatoumata s'inquiète des dangers qui pèsent aujourd'hui sur les droits des femmes. "Les acquis sont en train d'être grignotés. Par rapport à cela, certaines féministes nous disent qu'elles sont

satisfaites de savoir qu'une relève est assurée. Il ne faut pas oublier que le mouvement *Ni Putes Ni Soumises* est parti des situations pénibles des filles des quartiers en France. Elles étaient oubliées par le mouvement féministe au nom du relativisme culturel, du droit à la différence."

"La division entre sphère publique et privée est de plus en plus mise à mal. Accepter des signes religieux dans les écoles permet de légitimer des contraintes qui pèsent sur des filles qui, chez elles, n'ont pas beaucoup de liberté. Je pense que ceci est une atteinte à la laïcité, surtout quand on sait que, parallèlement, la mixité est aussi remise en question dans les piscines, les cours de gym mais également dans les cours de biologie et d'éducation sexuelle. Les garçons et les filles ne se mélangent plus et on assiste à une banalisation de la violence dans tous les milieux. Cloisonner les communautés et les sexes est inacceptable. C'est un total retour en arrière."

Les signes religieux

En France, NPNS a été largement médiatisée lors des débats autour de la loi interdisant le port de signes religieux dans les écoles. "Notre position par rapport au voile est très claire. C'est un outil d'oppression contre les femmes. Si on veut un monde laïque, l'école doit garantir un espace de liberté pour les filles. Une loi doit protéger les filles qui n'ont pas d'autre alternative que de porter ce voile. Dans certaines écoles, où le port du voile a été interdit, les garçons ont parfois dit que *"maintenant on ne sait plus qui on doit respecter et qui on ne doit pas respecter"*. C'est grâce à cette interdiction qu'on a pu poser la question du respect mutuel." Néanmoins, Fatoumata insiste sur le fait que son cheval de bataille est la lutte contre les obscurantismes en général et pas contre une interprétation fondamentaliste de l'islam en particulier. Par ailleurs, la montée des intégristes évangélistes et des extrêmes droites des tous bords doit également nous inquiéter.

Fatoumata pense qu'en interdisant le voile à l'école, certaines filles vont pouvoir goûter à la liberté, elles vont amener le débat et la réflexion au sein de leur famille. Selon elle "tant que tu n'as pas goûté à la liberté, tu ne peux pas mettre un mot dessus. Notre combat, ce n'est pas d'interdire le port du voile dans la rue.

Notre combat c'est de libérer la parole, d'ouvrir le débat et de donner un espace de liberté aux filles et aux garçons, où elles et ils peuvent goûter à la mixité et au respect mutuel. Ce que nous voulons, c'est que ces filles se posent les questions *Qu'est-ce que ce voile m'enlève ? Qu'est-ce qu'il me donne en plus ?*"

"Lorsqu'on entend les filles qui disent qu'elles le portent par choix, on n'entend pas leur père, leurs frères et leur communauté. Si elles l'enlevaient demain, elles pourraient être contraintes de le remettre sous la pression communautaire. Il n'y a donc pas de liberté. Choisir ses vêtements librement veut dire pouvoir mettre un pantalon ou une jupe un jour et, le lendemain, pouvoir mettre autre chose sans être traitée de pute."

Le guide du respect et autres projets

"Pour pouvoir émanciper les femmes, il faut aussi émanciper les hommes et toute la société, spécialement les jeunes. C'est pour cela que nous avons comme projet d'adapter le Guide du respect. Nous devons miser sur l'éducation et la sensibilisation, en libérant la parole. Il s'agit d'un véritable projet éducatif."

Ce petit livre a été rédigé par des militants de *Ni Putes Ni Soumises*, des avocats, des

psychologues, des enseignants, des assistants sociaux, à partir de témoignages recueillis auprès de jeunes filles et de garçons.

Il est constitué de trois parties : la sexualité, les traditions et les violences. Il donne des témoignages, déconstruit les idées reçues, donne des conseils juridiques et oriente vers les adresses utiles pouvant assurer une prise en charge. Il vise à mettre à la disposition des jeunes, des éducateurs et des enseignants, des informations utiles pour combattre toutes les formes de violences et promouvoir l'émancipation des filles et des garçons. "Ce guide vise à libérer la parole et à instituer un climat de confiance, tout en mettant en place une action de laïcité sociale." Pour atteindre ces objectifs, d'autres actions semblent nécessaires. Ainsi, NPNS envisage de créer des services de médiation et des consultations.

Paola HIDALGO
Animatrice

Pour en savoir plus, vous pouvez contacter le mouvement NPNS :
npsbelgique@caramail.com

¹ Une saison africaine, Editions Présence Africaine 2006, Paris, Mars 2006.

Je ne suis pas féministe mais...

Je ne suis pas féministe mais, quand même, quand j'ai appris que cet idiot de Marc gagnait plus que moi.... Ah ! Non ! Là, je n'ai pas pu me taire ! Je suis allée directement voir mon patron et je lui ai dit tout ce que j'en pensais. Je lui ai rappelé que c'était moi qui réalisais les plus grosses ventes depuis des mois ! Marc, il reste plus tard, c'est vrai ! Mais c'est qu'il a bobonne à la maison et qu'il peut se permettre de rentrer à l'heure qu'il veut. Moi, je suis seule à élever ma fille, je ne peux pas aller jouer au squash après le boulot avec le patron ! C'est dégueulasse ! Maintenant je suis au chômage, quelle galère ! Et tout ça parce que je n'ai pas voulu me taire !

Non, je ne suis pas féministe mais, depuis que j'ai perdu mon boulot, je me dis que c'est quand même plus facile pour les hommes de trouver un emploi. Moi, j'ai perdu la place pour ma fille à la crèche communale. Du coup, c'est à chaque fois une course folle pour trouver quelqu'un qui veuille bien la garder quand je vais aux entretiens d'embauche ! Et quel cauchemar ces entretiens d'embauche ! Quand la folle de cette boîte de consultance m'a demandé "Voulez-vous avoir encore des enfants ?" J'ai crû que je rêvais ! Mais, de quoi elle se mêle ! Est-ce qu'on pose cette question à un mec ? Je suis sûre que non ! Je ne suis pas féministe, mais là, franchement je lui ai dit qu'elle était en train de dépasser les bornes et j'ai porté plainte ! Eh, oui ! Je ne ferme plus ma gueule ! C'est fini la gentille Monique qui fait comme si de rien n'était quand elle voit à quel point c'est difficile pour une femme d'être traitée d'égale à égale sur le marché de l'emploi !

Juanita n'est pas féministe non plus. De toute façon, je crois que la pauvre n'a jamais entendu parler de ces choses-là. Je me demande si en Colombie on connaît Simone de Beauvoir... Bref, elle est plutôt genre "bomba latina", si vous voyez ce que je veux dire. Non, elle n'est pas féministe mais, j'ai flippé quand elle m'a expliqué qu'elle envoyait cent euros pas mois à une coopérative de femmes de son village et que, grâce à cet argent sa mère et ses voisines ont ouvert un magasin qui marche du tonnerre. Je lui ai demandé pourquoi elle

ne rentrait pas dans son pays. Elle me dit qu'elle préfère rester en Belgique parce que les jeunes femmes ne sont pas en sécurité en Colombie... Elle ne parle jamais des dernières semaines dans son pays mais un truc moche a dû se passer parce qu'au début, quand elle a commencé à travailler chez la voisine, elle pleurait tout le temps. Malgré cela on lui a refusé le statut de réfugiée, elle est sans papiers, la pauvre. Du coup elle doit faire des ménages, même si elle a un diplôme ! Non Juanita n'est pas féministe, elle a d'autres préoccupations.

Moi, j'aime trop me maquiller et porter des belles robes pour être féministe ! Mais, quand je vois combien d'argent je devrais dépenser pour avoir le look des filles dans les magazines, je me dis qu'il y a un problème ! Petit calcul rapide : abonnement fitness = 60 €, banc solaire = 10 € la séance, endermologie = 40 € la séance, kit dermabrasion = 70 €. Total 180 € par mois, sans compter les fringues, le maquillage, le démaquillant, les faux ongles et les vitamines ! Le sport, je vous avoue, je trouve que c'est nécessaire... le reste, je ne suis pas si convaincue. Du coup, je me suis dit que, tant qu'à faire, j'allais plutôt faire du jeet kune do, comme ça, au moins je pourrais me défendre en cas d'attaque ! J'étais la seule fille dans le groupe et, au début, on se moquait de moi. Mais, petit à petit, j'ai acquis de la force et de la confiance en moi. Maintenant, je suis capable de les battre tous !

Non, je ne suis pas féministe. Le féminisme c'est dépassé et ringard ! Je ne peux pas me permettre de brûler mes soutiens-gorge dans la rue ni de me laisser pousser des poils sous les bras ! Par contre je n'ai pas hésité à accueillir Martha, ma voisine, et son petit garçon l'autre nuit. Son mec la battait, une fois de plus. Moi, j'ai été les chercher, j'ai appelé la police et nous avons porté plainte ensemble. Maintenant Martha s'est mise aussi au jeet kune do. Elle se défend plutôt bien ! Elle se rend à un groupe de soutien pour femmes battues et je crois qu'elle tourne féministe... mais elle, elle a de bonnes raisons, moi... je ne sais pas !

Paola HIDALGO

Le siècle des féminismes

Editions de l'Atelier/ Editions Ouvrières
Paris, 2004

Cet ouvrage monumental, collectif et cosmopolite, regroupe trente ans d'études et de recherches sur le féminisme. Il élabore à partir de l'hypothèse d'un féminisme pluriel, un essai de théorisation des processus d'émancipation des femmes à travers l'histoire du 20^{ème} siècle.

Il s'agit pour ses auteurs de prouver avant tout, que l'histoire du féminisme n'a pas été édiflée par les hommes, qu'il est un mouvement autonome, avec une mémoire, des stratégies et des conceptions différentes en fonction des contextes géographique, culturel, politique, social et historique d'émergence.

Ce livre propose une périodisation des féminismes dans le monde, reposant sur une logique d'évolution diachronique en deux phases. La première commence dans la seconde moitié du 17^{ème} siècle et connaît son apogée en Europe autour de 1900-1940, âge d'or du féminisme européen. Cette première phase fut surtout réformiste et légaliste, s'appuyant sur la Loi et l'Etat pour revendiquer l'égalité avec les hommes.

La seconde, née dans les universités américaines à partir de 1960 et qui se poursuit jusqu'à la fin des années 80', se caractérise par la revendication de l'autonomie et de l'identité. Plus dynamique dans son expression collective, cette seconde phase marque l'apparition sur la scène sociale et politique des mouvements de libération de la femme. Cette tendance récuse toute organisation formelle, toute structure hiérarchique, se veut inventive et anti-autoritaire. Elle revendique l'autonomie totale et entière du sujet-femme, dans ses choix de vie, de

profession, de croyance et de préférence sexuelle.

A ces deux phases chronologiquement distinctes, s'ajoute selon les auteurs, une dimension susceptible de dessiner une troisième période d'évolution du féminisme. Celle d'un féminisme transnational reposant sur la solidarité entre toutes les femmes et qui s'attache à la mobilisation internationale des mouvements féministes pour renforcer leur capacité à s'organiser pour faire entendre leurs voix et peser sur les décisions des pouvoirs politiques. Dans les pays du sud, ce féminisme transnational, s'inscrit au cœur des relations Nord-Sud, et fonde ses revendications et son action sur l'idée que le développement durable ne saurait s'envisager sans la participation des femmes. Et pour cela, il est nécessaire de les sortir de la marginalisation économique et de leur reconnaître des droits civils et sociaux. En Europe, il a permis de développer une expertise féministe dont l'impact politique sur la construction européenne n'est plus à démontrer.

Le *Siècle des féminismes*, au-delà de révéler des convergences, des analogies, des décalages et des différences dans l'évolution des mouvements féministes, démontre que les femmes sont moteurs de l'histoire et que le féminisme comme combat politique a fait évoluer les hommes et la société toute entière. Une référence pour comprendre le féminisme dans son histoire, ses particularités et ses orientations actuelles.

Ababacar NDAW

Les Mi-net

Sur les 191 pays membres de l'ONU, elles sont onze¹ à faire partie du club très select des femmes élues à la tête de leur pays. L'Afrique en compte trois, l'Océanie et l'Amérique latine une, alors que le continent européen avec 19.6% de femmes présentes dans les parlements nationaux et quatre femmes élues Présidentes de leur pays², tente péniblement de porter haut l'étendard de la féminisation des instances politiques. Oublions notre trauma psychique consécutif à la période douloureuse de Margaret Thatcher et réjouissons-nous : bientôt une première ministre belge ! "Mais qui va garder les enfants ?" a grincé Laurent Fabius lorsque Ségolène Royal a annoncé qu'elle se verrait bien à l'Elysée... Bon c'est vrai, si les femmes jouissent aujourd'hui d'une plus grande représentativité dans les instances décisionnelles, cela ne peut masquer les inégalités persistantes et les discriminations dont elles sont victimes, tous continents confondus et à des degrés différents. Une profusion de sites sensibles à la cause des femmes en reflète les combats actuels et ne devrait pas nous laisser indifférents.

M@rio FRISO

Sites de références

<http://www.womenlobby.org/>
(Français-Anglais)

L'organisation des institutions européennes étant relativement perméable à l'influence des groupes d'intérêt organisés, il n'est pas surprenant que le "genre" se soit également constitué en tant qu'acteur de lobbying. Organisation d'associations de femmes la plus importante de l'Union Européenne (UE), au moins par le nombre, le Lobby européen des femmes (LEF) regroupe plus de 4000 organisations dans 23 Etats membres de l'UE. Le LEF vise à "promouvoir les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes en Europe". Le site offre de nombreuses ressources dans différents domaines (*Position économique et sociale des femmes ; femmes dans la prise de décision ; violence envers les femmes...*) et propose une base statistique efficace ("L'égalité Hommes-Femmes en chiffres dans l'Union européenne") incluant des liens Eurostat³. Des informations thématiques européennes et internationales mensuelles, une mise à jour régulière ainsi qu'une grande souplesse de navigation sont autant d'éléments qui font de ce site un outil de travail et/ou d'information très appréciable.

<http://www.unifem.org/>
(Français-Anglais-Espagnol)

Ouvrant dans plus de 100 pays, le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) "appuie techniquement et financièrement les initiatives novatrices

visant à promouvoir l'émancipation de la femme et à assurer l'égalité entre les sexes." Dossiers thématiques (Violences à l'encontre des femmes ; SIDA ; les femmes et la gouvernance...), bases juridiques internationales, rapports des Nations Unies, brochures téléchargeables, indicateurs de genre, archives par région... Tout y est. A noter tout particulièrement le rapport 2005 "*Le progrès des femmes à travers le monde*", 116 pages regorgeant d'informations utiles.

http://sisyphe.org/rubrique.php3?id_rubrique=42 (Français)

Créé par une journaliste et une poète-essayiste, Sisyphé nous extirpe des démarches purement académiques (Cfr les deux sites précédents) et nous propose une série de déclinaisons rafraîchissantes sur le thème du féminisme. Malgré une interface relativement sobre, le site constitue une base de données gargantuesque réunissant des centaines d'articles provenant d'horizons multiples sur des thèmes variés et originaux : écoféminisme, masculisme et féminisme ; pornographie... Une section art et littérature aborde le cinéma, le théâtre, les sorties littéraires, les arts visuels, la musique... Les rubriques "sciences et technos", "femmes et religions" et "Gynécides" devraient retenir tout particulièrement votre attention. Une mention spéciale également pour la partie "poésie" ainsi que la nouvelle rubrique "Les grands textes du féminisme moderne". Un site interactif régulièrement mis à jour qui vaut définitivement le détour.

<http://www.feministes.net/> (Français)

L'intérêt de ce site réside moins dans les articles qu'il propose que dans son forum. Fréquenté relativement régulièrement, il permet des échanges et débats sur des sujets fondamentaux pour les féministes, à l'image du thème fort du moment "Les femmes aiment faire le ménage" (sic) qui se base sur une étude britannique très sérieuse démontrant les vertus thérapeutiques des corvées ménagères. C'est sûr, ça va faire jaser... Mais pas de panique, le forum offre d'autres sujets de discussions tout aussi passionnants mais un peu plus crédibles. Dans le même style, **<http://www.entreeelles.net/modules/newbb/>**, plus complet dans les sujets couverts par le site et dans l'organisation du forum, mais apparemment moins fréquenté. A vous de voir.

<http://www.penelopes.org/> (Français)

Pour se tenir informé grâce aux nouvelles les plus récentes sur les femmes du monde entier, ce site est un must. A travers tous types de médias, les Pénélopes ont pour but de promouvoir, éditer et diffuser des informations du point de vue des femmes. Dans ce sens, le site tente de favoriser toutes activités assurant l'échange, le traitement, la mise à jour, la centralisation et la diffusion de ces informations en faveur de toutes les femmes du monde (sections par continent). Cheminant à travers le réseau Internet, elles établissent des liaisons. Leurs projets consistent à s'affirmer comme des conceptrices et des utilisatrices des nouvelles technologies de communication, assurer la visibilité de toutes les initiatives portées par les femmes, établir des passerelles entre toutes les femmes du monde et multiplier les réseaux multiculturels. Un site à recommander absolument !

<http://chiennesdegarde.org/> (Français)

Créée en France pour réagir aux insultes et attaques sexistes dont ont été victimes des femmes évoluant dans la sphère publique (Voynet, Guigou, Cresson,...), l'association

"Les chiennes de garde" se veut *laïque, féministe et indépendante*. Le site dénonce la réalité des violences et des injures sexistes à l'encontre des femmes mais propose aussi de nombreux textes originaux et intéressants. Nous vous recommandons tout particulièrement "*Qu'est ce qui fait bander papa ?*", une analyse de la construction de l'excitation masculine au cours des deux derniers siècles à travers une étude minutieuse des gravures et photos licencieuses, érotiques, pornographiques des 19^{ème} et 20^{ème} siècles ; ou encore "*La construction sociale de l'inégalité des sexes : des outils et des corps*" écrit par l'ethnologue italienne Paola Tabet. A noter aussi le rapport 2006 d'Amnesty International sur les violences faites aux femmes.

<http://www.amnestyinternational.be/doc/sommaire.php3>

Le site d'Amnesty Belgique consacre une place conséquente aux violences à l'encontre des femmes. Dans la continuité de la campagne 2005 intitulée "Si tu bats ta femme, t'es pas un homme", Amnesty remet ça cette année avec la campagne permanente "Halte à la violence contre les femmes". Guide pratique d'aide pour les femmes victimes de violences conjugales, définitions, données statistiques, témoignages, cadre juridique, supports audio... Si le sujet vous intéresse ou vous concerne, vous trouverez sur ce site une montagne d'informations complètes et accessibles.

A noter la version internationale, **<http://www.amnestyinternational.be/doc/femmearticle.php3>**

complètement dédiée aux femmes victimes de violences et discriminations dans le monde. Egalement très complet, ce site offre en outre une navigation conviviale.



¹ Allemagne : Angela Merkel ; Bangladesh : Khaleda Zia ; Chili : Michelle Bachelet ; Finlande : Tarja Halonen ; Irlande : Mary McAleese ; Lettonie : Vaira Vike-Freiberga ; Liberia : Ellen Johnson Sirleaf ; Mozambique : Luisa Diogo ; Nouvelle Zélande : Helen Clark ; Philippines : Gloria Macapagal-Arroyo ; São Tomé et Príncipe : Maria Do Carmo Silveira.

² Union interparlementaire, Les femmes dans les parlements.
<http://www.ipu.org/wmn-f/world.htm>

³ Office statistique des communautés européennes.



Le Centre Séverine, **un accueil pour toutes les femmes**

Comme le précise le site Internet du Centre d'Action Laïque, *"Le développement des services de planification familiale, l'information et une accessibilité concrète à la contraception, l'éducation sexuelle pour tous, la dépenalisation de l'avortement sont un terrain de lutte où les laïques sont actifs depuis de nombreuses années"*. Le premier centre de planning familial laïque fut ouvert en 1962. Dans ce numéro consacré au féminisme, notre rubrique "en mouvement" - qui présente une association membre de Bruxelles Laïque - a voulu mettre en évidence un champ d'action qui a toujours été commun aux laïques et aux féministes : les droits reproductifs et sexuels. Parmi les différents plannings familiaux membres de Bruxelles Laïque, nous avons choisi le Centre Séverine, Planning familial de Bruxelles Ouest créé en 1982 à l'initiative des Amis de la morale laïque de Molenbeek.

C'est dans des locaux récemment rénovés à Anderlecht que le Centre Séverine a emménagé en octobre 2005. Conformément aux missions établies par le décret de la COCOF en 1994, les services proposés sont des consultations gynécologiques, sociales et juridiques. *"L'accueil est très important car il ne s'agit*

pas simplement de donner un rendez-vous. Des femmes peuvent venir pour une pilule du lendemain, une grossesse. Cela peut être aussi une jeune femme en crise ou une femme battue qui arrive ici parce qu'elle ne sait plus où aller. Ce sont des choses qu'on apprend à gérer", explique Jeannine Dockx, directrice du centre depuis sa création. Le projet Bout'Choux (voir encart) répond d'ailleurs à ce souci de mieux accueillir et encadrer les futures et jeunes mamans. La spécificité laïque du centre ? *"C'est qu'on accueille tout le monde en respectant la culture de chacun"*, répond-t-elle simplement.

Outre les consultations habituelles, l'équipe psychosociale propose des animations de prévention en matière d'éducation affective et sexuelle. Celles-ci s'adressent à des groupes scolaires du secondaire (surtout de 5^{ème}) et se déroulent au Centre Séverine même car *"les profs aiment que les jeunes sachent où ça se trouve"*. Paradoxalement, c'est avec l'Institut des sœurs de Notre-Dame que les animatrices travaillent le mieux. *"On est vraiment dans leur projet d'école et il n'y a aucun tabou qui est fait, ils savent que dans nos formations, on va parler avortement, sida, sexualité..."*.

Un champ de compétences élargi

Jeannine Dockx porte un regard sur l'évolution de son travail ces vingt dernières années. *"Il y a eu la dépénalisation de l'avortement (en 1990) qui a permis de soutenir les femmes de façon beaucoup plus sereine. Au début, il fallait cacher les dossiers"*. Autre évolution : *"Quand le centre a ouvert, on ne parlait pas du virus HIV. Le sida est donc une nouvelle réalité qu'il a fallu prendre en compte. Un des membres de l'équipe faisant partie de la plate-forme Sida et ayant participé à ses campagnes, il fut plus facile d'intégrer ce thème dans la dynamique de travail du centre, et ce en terme de prévention lors des animations scolaires."*

Vu le nombre important de demandes de suivis sociaux de grossesse, des assistantes sociales qui font de la guidance budgétaire sont formées à la médiation de dette. Le centre élargit donc son champ de compétences tout en devant fixer certaines limites. *"Lors d'un audit il y a quelques années, on a dit que les planning familiaux devenaient la poubelle des services sociaux car on y venait pour tout. A nous de mettre les limites."* Cela est d'autant plus nécessaire que le centre a un carnet de rendez-vous bien rempli alors que ses effectifs n'augmentent pas. *"Le Ministre Emir Kir nous avait promis un mi-temps supplémentaire pour les animations, on attend toujours. Cela fait deux ans"*. A bon entendre...

Olivia WELKE

Carte d'identité

Nom de l'association : Centre Séverine

Statut juridique : asbl

Année de création : 1982

Siège social : avenue Raymond Vander Bruggen - 1070 Anderlecht

Type de mission : prévention, information et accompagnement dans les domaines relationnels, affectifs et sexuels.

Ressources humaines : 8 salariés : 3 psychologues, 3 assistantes sociales, une secrétaire administrative et la directrice + 5 médecins et une juriste indépendants

Site Internet : <http://www.planning-severine.org>

Le projet Bout'Choux

Le projet **Bout'Choux** est avant tout un espace convivial de parole pour les futures et jeunes mères qui peuvent se rencontrer et poser des questions à une assistante sociale et à une psychologue. Deux fois par mois, ces femmes se réunissent autour d'un petit déjeuner auquel chacune a contribué en apportant quelque chose à boire ou à manger. Dans un premier temps, certains thèmes sont abordés en fonction des demandes des participantes. La seconde partie de l'animation est consacrée à la sophrologie. Parfois, une sage-femme assiste à la séance et montre comment faire des massages au bébé ou une infirmière de l'Office National de l'Enfance vient parler de son travail. Il est important que les jeunes mamans viennent avec leurs enfants (de 0 à 1 an) pour voir comment celles-ci interagissent avec leur progéniture. C'est aussi cela, la prévention.

¹ <http://www.laicite.be>

La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune...

(art X de la Déclaration des Droits de la Femme
et de la Citoyenne d' Olympe de Gouges)

Olympe de Gouges (1748-1793)

Marie Gouze (Aubry), dite Olympe de Gouges, est née à Montauban en 1748. Femme de lettres, auteur de pièces de théâtre (*L'Esclavage des nègres*, 1789), de romans (*Mémoires de Mme de Valmont*, 1788), et de pamphlets, elle s'enthousiasma pour la Révolution (*L'Entrée de Dumouriez à Bruxelles*, 1793). Elle se bat pour des causes diverses dont la libération des esclaves, la création d'un théâtre national pour femmes écrivains ou encore la construction de maternités. Auteur de manifestes et pamphlets politiques, Olympe de Gouges fait entendre avec courage ses idéaux politiques progressistes. Elle revendique l'égalité des droits pour la femme aussi bien dans la sphère publique que privée, plaidant notamment pour la reconnaissance du droit de vote pour les femmes. En 1791, elle publie son œuvre la plus célèbre : la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne, demandant ainsi l'extension aux femmes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Devenue la cible des dirigeants sous la Terreur, elle est poursuivie et arrêtée pour ses écrits sur l'égalité des sexes et la démocratie. Elle est guillotinée en 1793.

Voici quelques extraits de la Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne

Article I

La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.

Article II

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de la Femme et de l'Homme : ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et surtout la résistance à l'oppression.

Article IV

La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme lui oppose ; ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison.

Article VII

Nulle femme n'est exceptée ; elle est accusée, arrêtée et détenue dans les cas déterminés par la Loi. Les femmes obéissent comme les hommes à cette Loi rigoureuse.

Article X

Nul ne doit être inquiété pour ses opinions mêmes fondamentales, la femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la tribune : pourvu que ses manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la Loi.

Article XI

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de la femme, puisque cette liberté assure la

légitimité des pères envers les enfants. Toute Citoyenne peut donc dire librement, je suis mère d'un enfant qui vous appartient, sans qu'un préjugé barbare la force à dissimuler la vérité ; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

Article XIII

Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses de l'administration, les contributions de la femme et de l'homme sont égales; elle a part à toutes les corvées, à toutes les tâches pénibles; elle doit donc avoir de même part à la distribution des places, des emplois, des charges, des dignités et de l'industrie.

Article XVI

Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution : la Constitution est nulle, si la majorité des individus qui composent la Nation n'a pas coopéré à sa rédaction.

Cité in Paul Noack, *Olympe de Gouges*, Paris, ed. de Fallois, 1993



Olympe de Gouges



Echos laïques
de vos activités bruxelloises

AML d'Anderlecht

Vernissage le vendredi 19 mai à 19 heures et exposition jusqu'au 24 mai.

Exposition : "Eclairons nos prisons" Concours de dessins et exposition.

Lieu et adresse : Salle Eugène Baie, centre culturel « l'escale du nord » rue du Chapelin 1/7
1070 Anderlecht.

PAF gratuit

Infos complémentaires : 02 520 39 99 ou par courriel : amla@belgacom.be

Centre de planning familial des Femmes Prévoyantes Socialistes du Brabant

A partir du mois de mai 2006, une nouvelle consultation pour femmes enceintes vous accueillera uniquement sur rendez-vous, les lundis de 8h15 à 12h15.

Tarifs au 01/01/2006 : 1ère séance avec diagnostic et anamnèse : 31,03 € (1h)

2^e séance et suivantes : 22,17 € (30')

Cette consultation sera assurée par une sage-femme expérimentée et conventionnée.

Remarque importante : remboursement mutuelle à 100 % pour la patiente

Bienvenue à toutes ! N'hésitez pas à nous contacter pour plus d'infos.

Rue du Midi 120 (entrée par le 118) à 1000 Bruxelles

Infos complémentaires : 02/ 546 14 33 ou par courriel : fps-cpcf@fmsb.be

Le service d' "Aide aux Victimes" du Service Laïque d'Aide aux Justiciables et aux Victimes de Bruxelles II

Section : aide aux détenus

Entretiens et aides gratuites, sur demande et sur rendez-vous dans nos bureaux ou à la prison : aide psychologique, sociale et/ou juridique destinée aux personnes incarcérées (prévenus incarcérés et condamnés), à leurs familles ainsi qu'à leurs proches.

Activités particulières

- "L'accueil" : salle d'attente et de détente en nos bureaux pour les familles et proches qui rendent visite à une personne incarcérée. L'écoute offerte peut déboucher sur un suivi psycho-socio-juridique. Salle de jeux pour enfants. Ouvert tous les matins de 8h30 à 13h et le mercredi après-midi de 15h à 17h.

- Permanence juridique : tous les jeudis de 8h30 à 13h sans rendez-vous pour les familles et leurs proches. Ce service est gratuit.

- Formations certifiées et reconnues en prison par la Communauté française. Le service en collaboration avec la direction de la prison de Berkendael, l'Ecole de coiffure d'Ixelles et l'Ecole des femmes prévoyantes socialistes organise des formations en base de restauration, en informatique et en esthétique à la prison de Berkendael (prison pour femmes). Ces formations sont l'opportunité d'une meilleure réinsertion socio-professionnelle.

Section : "Prévenus/Libérés"

Entretiens et aides gratuites, sur demandes et sur rendez-vous en nos bureaux : aide psychologique, aide sociale et aide juridique destinés aux personnes prévenues en liberté ou aux personnes libérées, à leurs familles ainsi qu'à leurs proches.

Egalement permanence juridique chaque jeudi de 8h30 à 13h sans rendez-vous.

Adresse : 148 avenue Ducpétiaux - 1060 Bruxelles

téléphone : 02/537.54.93

Ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 17h

Conseil d'Administration

Philippe BOSSAERTS
Clément DARTEVELLE
Francis DE COCK
Jean-Antoine DE MUYLDER
Francis GODAUX
Ariane HASSID
Eliane PAULET
Michel PETTIAUX
Paul-Henri PHILIPS
Yvon PONCIN
Johannes ROBYN
Pascale SCHEERS
Laurent SLOSSE
Dan VAN RAEMDONCK
Cédric VANDERVORST

Direction

Fabrice VAN REYMENANT

Comité de rédaction

Sophie LEONARD
Ababacar N'DAW
Olivia WELKE
Cécile RASSINFOSSE
Hülya ERTORUN
Paola HIDALGO
Mario FRISO

GRAPHISME

Cédric BENTZ & Jérôme BAUDET

EDITEUR RESPONSABLE

Ariane HASSID,
Présidente de Bruxelles Laïque,
18-20 Av. de Stalingrad - 1000 Bruxelles

ABONNEMENTS

La revue est envoyée gratuitement aux membres de Bruxelles Laïque. Bruxelles Laïque vous propose une formule d'abonnement de soutien pour un montant minimum de 7€ par an à verser au compte : **068-2258764-49.**

Les articles signés engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.

www.equalpayday.be



PAYER UNE FEMME
24% DE MOINS QU'UN HOMME,
C'EST L'INSULTER

31 mars **equal-payday** L'égalité est un droit fondamental

© 2018 Equal Pay Day

zij-kant 

ABVV
FGTB

PS 